

# Afghanistan: Profils à risque

Mise à jour de l'analyse-pays de l'OSAR

Corinne Troxler

Berne, le 31 octobre 2021

A propos de l'auteur-e :

Corinne Troxler a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'université de Zurich. Au bénéfice d'une longue expérience en tant qu'experte de l'OSAR dans la procédure d'asile, elle s'est rendue à plusieurs reprises en Afghanistan et a pris part, entre autres, à trois *Fact Finding Missions*. À travers ses propres recherches de terrain, elle a complété les impressions déjà recueillies et analysé en détail la situation des femmes. Parallèlement, elle a appris le persan et le dari à l'Université de Zurich et à l'Université de Berne, ainsi qu'en Afghanistan et en Iran. Dans le cadre du *Certificate of Advanced Studies in Civilian Peacebuilding 2012/13*, l'auteure s'est à nouveau penchée sur la situation de l'Afghanistan, sous l'angle de la construction de l'État/ des États fragiles, de la gestion du passé, de la médiation et des genres. De 2013 à 2021, elle a organisé plusieurs séances d'information et de formation continue sur l'Afghanistan et occupé le poste d'experte de l'Afghanistan dans le cadre du concours national suisse 2017 de « La science appelle les jeunes ».

## Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)  
Case postale, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
E-mail : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Internet : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
Compte postal pour les dons : 10-10000-5

Version disponible en français, en allemand et en italien

COPYRIGHT

© 2021 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# Sommaire

<b>1</b>	<b>La Constitution et système judiciaire .....</b>	<b>4</b>
1.1	Le système judiciaire sous le gouvernement afghan .....	4
1.2	La Constitution et le système judiciaire sous le gouvernement de transition des talibans .....	6
<b>2</b>	<b>Les droits humains : profils à risque.....</b>	<b>7</b>
<b>3</b>	<b>La situation socio-économique et médicale .....</b>	<b>20</b>
<b>4</b>	<b>Le retour.....</b>	<b>25</b>

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Elle fait appel à des expert-e-s lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

# 1 La Constitution et le système judiciaire

## 1.1 Le système judiciaire sous le gouvernement afghan

La corruption généralisée, l'impunité qui prévaut et les conditions de sécurité extrêmement précaires dans l'ensemble du pays ont sapé l'État de droit et la capacité de l'État afghan à protéger la population contre les violations des droits humains jusqu'à la prise de pouvoir des talibans. Les acteurs étatiques censés protéger la population et notamment les forces de sécurité afghanes ont même commis, généralement en toute impunité, de nombreuses violations des droits humains, allant jusqu'au meurtre.<sup>1</sup> Il n'y a pas assez de personnel judiciaire qualifié et de juges, en particulier dans les régions rurales et peu sûres ; en 2020, seuls 254 juges sur 2 010 étaient des femmes, ce qui a fortement restreint l'accès des femmes à la justice. La formation parfois minimale des juges fait que nombre d'entre eux fondent leurs jugements sur leur compréhension personnelle de la Shari'a, des codes tribaux ou des coutumes locales, au lieu de se référer comme ils le devraient au droit public. Les pots-de-vin, la corruption, les menaces et l'influence politique des fonctionnaires, des chefs de tribu, des proches des accusé-e-s ou de groupes antigouvernementaux ont entravé l'indépendance de la justice.<sup>2</sup> Comme il n'y a souvent pas de système juridique formel dans les régions rurales, les mécanismes judiciaires traditionnels que sont les shuras (assemblées consultatives, généralement composées d'hommes) sont restés pour beaucoup le principal moyen de régler les litiges pénaux et civils par la voie du droit. Mais les peines infligées ne tiennent pas compte du système juridique formel. Dans les régions rurales, la police opérait sans contrôle et jouissait de pouvoirs presque illimités. Le système judiciaire n'était toujours pas en mesure d'intégrer les nombreuses nouvelles lois ni d'appliquer les modifications de loi.<sup>3</sup> Selon l'*Afghanistan Research and Evaluation Unit* (AREU), malgré ces lacunes, le système judiciaire a fait des progrès dans différents domaines. Il a notamment réussi à endiguer en partie la corruption et à engager des juges plus jeunes et plus qualifiés. La Cour suprême s'est en outre efforcée de garantir l'impartialité des juges dans les procès en restreignant l'exercice de certaines activités et en introduisant un code de conduite.<sup>4</sup>

**Conditions de détention.** En raison de la surpopulation carcérale, du manque d'hygiène et de l'accès limité aux soins médicaux, les conditions de détention étaient toujours en-deçà des normes internationales. Selon le *Département d'État américain* (USDOS), le directeur général des prisons a affirmé le 21 avril 2020 que « les prisons du pays souffrent de dérives très répandues, dont la corruption, le manque d'attention portée aux jugements des détenus, les abus sexuels de détenus mineurs et le manque d'accès aux soins médicaux. » Selon lui, il n'y a souvent aucun moyen de séparer les détenus en préventive de ceux qui ont déjà été condamnés, ni les jeunes auteurs d'infractions bénignes des mineurs accusés de crimes graves. De plus, les établissements pénitentiaires locaux ne disposaient pas toujours de locaux séparés pour les femmes. L'accès à la nourriture, à l'eau, aux installations sanitaires, au chauffage, à l'aération et à l'éclairage variait beaucoup d'un endroit à l'autre du pays, mais

---

<sup>1</sup> US Department of State (USDOS), 2020 Country Reports on Human Rights Practices: Afghanistan, 30 mars 2021, p. 2-4: [AFGHANISTAN 2020 HUMAN RIGHTS REPORT \(state.gov\)](https://www.state.gov/reports/2020-country-reports-on-human-rights-practices/afghanistan/).

<sup>2</sup> Ibid., p. 10-11.

<sup>3</sup> Ibid.

<sup>4</sup> AREU, *Judicial Independence in Afghanistan, Legal Framework and Practical Challenges*, février 2021, p. X: [2101E-JUDICIAL-INDEPENDENCE-IN-AFGHANISTAN \(1\).pdf](https://www.areu.org.af/wp-content/uploads/2021/02/Judicial-Independence-in-Afghanistan-1.pdf).

il était dans l'ensemble insuffisant. Beaucoup de détenu-e-s dépendaient de leurs proches pour l'approvisionnement en nourriture et autres biens de première nécessité. USDOS signale que, dans l'ensemble du pays, 7 237 prisonniers-ières et détenu-e-s ont été libéré-e-s entre le 11 mars et le 16 septembre 2020 afin d'éviter la propagation du coronavirus. Fin 2020, on ne savait pas combien d'entre eux ou elles avaient été réincarcéré-e-s. Le gouvernement afghan a en outre dû relâcher près de 5 000 prisonniers talibans en vertu de l'accord de Doha. De leur côté, les talibans ont libéré un millier de prisonniers du gouvernement.<sup>5</sup>

Depuis 2010, la MANUA a systématiquement enquêté sur le traitement des prisonniers afghans dont l'arrestation était liée au conflit. Elle publie les résultats tous les deux ans. Le rapport de février 2021 indique que le nombre de détenu-e-s torturé-e-s sous l'ancien gouvernement afghan reste très élevé, malgré un léger recul. La MANUA s'est en même temps montrée très préoccupée par le fait que les garanties procédurales prévues par le droit afghan et par les normes internationales relatives aux droits humains pour les détenu-e-s accusé-e-s d'atteintes à la sécurité et d'actes de terrorisme n'ont que rarement été appliquées. Presque aucun-e détenu-e n'a par exemple été informé-e de ses droits avant l'interrogatoire, ni examiné par un médecin. Rares sont ceux ou celles qui ont eu la possibilité de faire appel à un-e avocat-e avant l'interrogatoire et moins d'un tiers ont eu la possibilité de contacter leur famille. Près de la moitié des personnes incarcérées par la police nationale afghane (ANP) (42,9 pour cent) et par le service de renseignement afghan (NDS) (49,1 pour cent) ont été forcées de signer un document sans en connaître le contenu. La MANUA s'est en outre montrée préoccupée par le fait que le NDS pratique la détention individuelle et l'isolement cellulaire en garde à vue.<sup>6</sup>

**Justice parallèle.** En 2020, les talibans ont continué à imposer, dans les régions placées sous leur contrôle, un système juridique parallèle basé sur une interprétation stricte de la Shari'a et comprenant des châtiments tels que l'exécution et la mutilation. D'après la MANUA, les tribunaux talibans ont par exemple condamné deux hommes en juin 2021, dans la province de Faryab. Dans les deux cas, un membre des talibans a prononcé la peine de mort devant une foule et les deux hommes ont tout de suite été pendus en public.<sup>7</sup>

**Responsabilité clanique.** En 2020, les autorités afghanes ont aussi arrêté des femmes à la place de leur mari ou d'un homme de la famille qui avait été condamné pour un crime.<sup>8</sup>

En 2020, le gouvernement afghan a ordonné la suspension des enquêtes de la **Cour pénale internationale** impliquant des membres de l'armée afghane et des forces de sécurité américaines soupçonnés de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Ces enquêtes ont été transférées aux autorités afghanes. En septembre 2021, le procureur en chef de la Cour

---

<sup>5</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 5-6.

<sup>6</sup> UNAMA, Preventing Torture and Upholding the Rights of Detainees in Afghanistan: A Factor for Peace, février 2021, p. 3-5: [Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody | UNAMA \(unmissions.org\)](https://www.unmissions.org/treatment-of-conflict-related-detainees-in-afghan-custody). Les placements en détention préventive pour des accusations d'atteinte à la sécurité et d'actes de terrorisme ont baissé de 31,9 % à 30,3 % entre 2017 et 2018; les cas de torture et de mauvais traitements infligés par la PNA ont baissé de 31,2 % à 27,5 % et ceux infligés par les services secrets afghans NDS de 19,4 % à 16 %. Voir aussi: Afghanistan Analysts Network (AAN), Police and NDS Torture: One in three security detainees tortured, despite long-term downward trend, 3 février 2021: [Police and NDS Torture: One in three security detainees tortured - despite long-term downward trend - Afghanistan Analysts Network - English \(afghanistan-analysts.org\)](https://www.afghanistan-analysts.org/police-and-nds-torture-one-in-three-security-detainees-tortured-despite-long-term-downward-trend).

<sup>7</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 11; UNAMA, Protection of Civilians in Armed Conflict, Annual Report 2020, février 2021, p. 59: [afghanistan-protection-of-civilians-report-2020-revs3.pdf \(unmissions.org\)](https://www.unmissions.org/afghanistan-protection-of-civilians-report-2020-revs3.pdf).

<sup>8</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 9.

pénale internationale a demandé la réouverture des enquêtes, mais entend les limiter aux crimes présumés des talibans et de l'EI/Daesh. La militante afghane des droits humains Horia Mosadiq a qualifié cette restriction « d'insulte aux autres victimes des crimes commis par les troupes gouvernementales afghanes, par les troupes américaines et par celles de l'OTAN ». <sup>9</sup>

## 1.2 La Constitution et le système judiciaire sous le gouvernement de transition des talibans

De l'avis des talibans, la Constitution afghane de 2004 est « inacceptable et inappropriée » pour l'Afghanistan, car elle a été « copiée de l'Occident, imposée à une société musulmane et appliquée arbitrairement ». <sup>10</sup> Il n'est donc pas étonnant que, dans sa déclaration du 28 septembre 2021, le ministre de la justice taliban Abdul Hakim Sharai ait provisoirement réintroduit la Constitution de la monarchie de 1964, à l'exclusion toutefois des articles contraires à l'islam. Selon la Constitution de 1964, le roi n'avait de comptes à rendre ni au peuple, ni au Parlement. L'avenir nous dira à quoi ressemblera une constitution élaborée par les talibans. <sup>11</sup> Lors d'un voyage à Moscou en février 2019, Sher Mohammad Abbas Stanikzai avait expliqué qu'une constitution « acceptable pour les talibans devait [...] se fonder sur des principes islamiques, des intérêts nationaux et des acquis historiques ». Elle devait en outre garantir la dignité humaine, les valeurs nationales, la justice sociale et les droits humains, ainsi que l'intégrité territoriale de l'Afghanistan ». Après les mesures de restriction prises par les talibans durant les premières semaines de leur règne, il y a lieu de douter que leur Constitution reflète effectivement ces valeurs. <sup>12</sup>

Lors de leur première conférence de presse qui s'est tenue le 17 août 2021, les talibans ont décrété une **amnistie générale** et promis, par l'intermédiaire de leur porte-parole Zabihullah Mujahed, qu'ils allaient gracier tous ceux qui les avaient combattus. Ils se sont également engagés à respecter les droits des femmes dans les limites de la Shari'a islamique, sans pour autant préciser ce qu'ils entendaient par là. Ils ont garanti aux médias qu'ils pourraient continuer à travailler de façon libre et indépendante s'ils restaient « à l'intérieur de leur cadre culturel » et respectaient « les valeurs islamiques et l'impartialité ». La communauté internationale se montre préoccupée par la manière dont les talibans comptent tenir ces promesses et craint que leur mise en œuvre soit difficilement compatible avec les normes internationales en matière de droits humains. <sup>13</sup> En septembre 2021, l'*Afghanistan Analysts Network* (AAN) a

<sup>9</sup> Deutsche Welle, Weltstrafgericht will in Afghanistan ermitteln, 27 septembre 2021: [Weltstrafgericht will in Afghanistan ermitteln | Aktuell Welt | DW | 27.09.2021](#); International Center for Transitional Justice (ICTJ), War Crimes Prosecutor Would Not Focus on U.S. Forces in New Afghanistan Probe, 30 septembre 2021: [War Crimes Prosecutor Would Not Focus on U.S. Forces in New Afghanistan Probe | International Center for Transitional Justice \(ictj.org\)](#).

<sup>10</sup> Afghanistan Analysts Network (AAN), Why the Taliban Should Read the Afghan Constitution, 9 avril 2019: [Why the Taliban Should Read the Afghan Constitution - Afghanistan Analysts Network - English \(afghanistan-analysts.org\)](#).

<sup>11</sup> Tagesschau.de, Taliban verschärfen den Kurs, 28 septembre 2021: [Machtübernahme in Afghanistan: Taliban verschärfen den Kurs | tagesschau.de](#).

<sup>12</sup> AAN, Why the Taliban Should Read the Afghan Constitution, 9 avril 2019.

<sup>13</sup> AAN, The Taliban leadership converges on Kabul as remnants of the republic reposition themselves, 19 août 2021: [The Taliban leadership converges on Kabul as remnants of the republic reposition themselves - Afghanistan Analysts Network - English \(afghanistan-analysts.org\)](#). «Nous avons gracié tous ceux qui nous ont combattus. Nous ne voulons plus reproduire de conflits. Nous voulons éliminer les facteurs de conflits [...] J'aimerais assurer à tous mes compatriotes, qu'ils aient été traducteurs, impliqués dans des activités militaires ou simples civils, qu'ils ont tous été importants. Personne ne sera victime de vengeance.»



un grand nombre de civils et d'anciens membres des ANDSF auraient été exécutés et des manifestations pacifiques auraient été réprimées en août 2021. *Human Rights Watch* (HRW) signale aussi des exécutions sommaires d'anciens membres des ANDSF et du gouvernement. De nombreux incidents auraient eu lieu en dehors de Kaboul.<sup>20</sup>

Thomas Ruttig, expert sur l'Afghanistan, rend attentif au fait qu'il n'y a pas encore assez d'informations à disposition pour évaluer la situation des droits humains et que même des organisations de défense des droits humains telles que HRW évitent pour l'instant de parler « de violations systématiques des droits humains par les talibans. » Il relève par ailleurs que même l'ancienne cheffe de la *Commission afghane indépendante des droits de l'homme* (AIHRC) a estimé début octobre qu'« on ignore encore si les rapports faisant état d'arrestations illégales, de torture et de meurtres ciblés' par les talibans » s'inscrivent déjà dans une politique claire ou s'ils sont le fait de combattants isolés. Thomas Ruttig est d'avis qu'on ne peut pas encore parler d'une « action systématique, globale et générale contre les opposants ».<sup>21</sup>

En effet, on craint que de nombreuses personnes aient profité de la prise de pouvoir chaotique des talibans pour régler des vieux comptes privés et pour se venger. La criminalité déjà forte a de nouveau fait un bond en avant, surtout à Kaboul où les enlèvements sont particulièrement répandus. Le fait que des membres des talibans sont impliqués dans des actes de vengeance, des crimes contre les droits humains et des pillages fissure encore l'image soigneusement entretenue jusqu'à présent.<sup>22</sup> D'autant plus que les actions effectuées sur le terrain sont loin de toujours correspondre aux déclarations officielles des dirigeants, ce qui s'explique sans doute par la multiplicité des factions et par les différents points de vue au sein même du mouvement.<sup>23</sup> La question se pose de savoir dans quelle mesure les dirigeants talibans sont aptes et surtout disposés à contrôler leurs membres, à demander des comptes à ceux qui commettent des abus et à protéger la population afghane. Pour l'heure, les commandants talibans locaux semblent disposer d'une large marge de manœuvre à tous les niveaux.<sup>24</sup>

Il y a en outre tout lieu de craindre que la communauté internationale renonce à ses exigences en matière de droits humains pour maintenir des relations avec les talibans et pour garantir l'accès des organisations humanitaires.<sup>25</sup>

---

[into the hands of the Taliban \(ecoi.net\)](#); Tagesschau.de, Amnesty-Bericht: «Taliban demontieren Menschenrechte», 21 septembre 2021: [Amnesty-Bericht: "Taliban demontieren Menschenrechte" | tagesschau.de](#).

<sup>20</sup> Tagesschau.de, UN kritisieren Menschenrechtsverletzungen, 24 août 2021: [Taliban in Afghanistan : UN kritisieren Menschenrechtsverletzungen | tagesschau.de](#); Danish Immigration Service, Afghanistan Recent developments in the security situation, impact on civilians and targeted individuals, septembre 2021. p. 1: [C:\Users\B039312\Desktop\Forside \(ecoi.net\)](#).

<sup>21</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger: Eine Zwischenbilanz nach zwei Monaten Taliban-Herrschaft, 20 octobre 2021: [Regierungsunfähige Sieger: Eine Zwischenbilanz nach zwei Monaten Taliban-Herrschaft | Afghanistan Zhaghdablaï \(wordpress.com\)](#).

<sup>22</sup> HRW, Taliban Abuses Cause Widespread Fear, 23 septembre 2021; Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021; AAN, Is This How It Ends?, 15 août 2021; Foreign Policy, Taliban Make Afghan Crime Wave Even Worse, 29 octobre 2021: [Taliban Make Afghan Crime Wave Even Worse \(foreign-policy.com\)](#).

<sup>23</sup> Danish Immigration Service, Afghanistan Recent developments, septembre 2021. p. 17.

<sup>24</sup> HRW, Taliban Abuses Cause Widespread Fear, 23 septembre 2021; Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20.

<sup>25</sup> AAN, UN Human Rights Council to talk about Afghanistan, 23 août 2021.

**Les femmes (jusqu'au 15.8.21).** Les valeurs traditionnelles répandues en Afghanistan limitent considérablement les droits sociaux, culturels et politiques des femmes et des filles et rendent difficile l'accès à l'éducation, à la santé, à la justice, mais aussi au travail, à la participation politique, à la protection et à la nourriture. Les filles et les femmes sont quotidiennement exposées à des agressions, à des coups, à la violence domestique, à des abus, des viols, des mariages forcés et des mariages arrangés pour résoudre des conflits ou régler des dettes (baad), ainsi qu'à des « crimes d'honneur ». Ce sont notamment des pères, des frères, des maris, des beaux-parents, des groupes armés et des institutions publiques telles que la police et la justice qui commettent de tels actes. Les femmes qui ont joué un rôle actif dans la vie publique, par exemple au gouvernement, dans la justice, l'éducation et la santé, les ONG, les médias ou le sport, et enfreint ainsi les valeurs conservatrices, ont été confrontées à des mesures d'intimidation, à des menaces et à la violence, ou même assassinées. Victimes également de discriminations au travail, les femmes ne représentaient que 22 pour cent de la population active. Sous la pression de leur entourage, beaucoup ont dû se résoudre à rester à la maison ou se sont trouvées confrontées à des pratiques d'embauche favorisant les hommes. Les femmes exerçant une activité professionnelle ont subi des insultes, du harcèlement sexuel et des persécutions.<sup>26</sup>

Quand des femmes fuient ou abandonnent leur domicile pour échapper à la violence domestique, à un viol ou à un mariage arrangé, les fonctionnaires de police et de justice les accusent souvent de « tentative d'adultère » (« zina ») pour justifier les arrestations et mises en détention découlant de ce type d'infractions aux normes sociales, bien que la fugue ne constitue pas un délit au sens de la loi. Les autorités ont placé certaines femmes en détention pour les protéger de la violence de leurs proches, car il n'y avait pas assez de place dans les 28 centres de protection des femmes que compte l'ensemble du pays.<sup>27</sup> La mise en œuvre complète de la loi sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (*Elimination of Violence Against Women Law -EVAW*), promulguée par le président Karzai en 2009 et réaffirmée en 2018, reste un énorme défi, car, selon HRW, « tous les acteurs impliqués, y compris la police, les procureurs et les juges, sont plus enclins à dissuader les femmes de porter plainte et à les inciter à demander plutôt de l'aide à leur famille. La pression familiale, la dépendance financière, la stigmatisation liée au dépôt de plainte et la crainte des représailles telles que la perte de leurs enfants ont également retenu les femmes de porter les cas devant les tribunaux. » Sans compter que les fonctionnaires les obligent souvent à accepter une médiation, bien que la loi l'interdise dans les cas de violence particulièrement grave. HRW a souligné que cela a eu pour effet de « contourner complètement le système judiciaire et de renforcer l'impunité des criminels ».<sup>28</sup> L'ONG estime que le fait que le gouvernement afghan n'ait pas établi une obligation de rendre des comptes pour les violences faites aux femmes et aux filles a sapé tout progrès dans la protection des droits des femmes.<sup>29</sup>

En 2020, la MANUA s'est montrée préoccupée par l'impact de la guerre sur les femmes et les filles qui représentent 43 pour cent des victimes civiles. En 2020, le nombre de femmes

<sup>26</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 24, 34-36, 47; EASO, Country Guidance Afghanistan 2020, décembre 2020, p. 75-76: [Country Guidance Afghanistan 2020 \(europa.eu\)](#); UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 26-29.

<sup>27</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 9, 11, 34.

<sup>28</sup> Human Rights Watch (HRW), « I Thought Our Life Might Get Better » - Implementing Afghanistan's Elimination of Violence against Women Law, août 2021, p. 1-5: [afghanistan0821\\_reportcover\\_8.5x11 \(hrw.org\)](#); USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 33.

<sup>29</sup> Human Rights Watch (HRW), Afghanistan: Justice System Failing Women, 5 août 2021: [Afghanistan: Justizsystem lässt Frauen im Stich | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#).

tuées n'a jamais été aussi élevé depuis que la MANUA a commencé sa documentation systématique en 2009. Le nombre de femmes tuées a triplé en 2020.<sup>30</sup>

**Les femmes (depuis le 15.8.21).** Avant leur arrivée au pouvoir, les talibans ont affirmé à plusieurs reprises qu'ils respecteraient les droits des femmes dans la mesure où ceux-ci ne contrevenaient pas au droit islamique. Mais un grand scepticisme règne à ce sujet, au vu des expériences vécues sous le régime taliban de 1994 à 2001 et, plus récemment, dans les régions placées sous leur contrôle.<sup>31</sup> En 2020, la MANUA a ainsi continué de documenter des cas d'homicides, ainsi que des traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants infligés à des femmes qui avaient prétendument transgressé des normes morales ou des normes de genre dans les régions contrôlées par les talibans.<sup>32</sup> La protection des droits fondamentaux des femmes et des filles garantie par la Constitution et le droit international semble donc particulièrement menacée par la prise de pouvoir des talibans.<sup>33</sup> Dès les premières semaines, ceux-ci ont fermé le Ministère des Femmes pour le transformer en un « Ministère de la Prière et de l'Orientation, de la Promotion de la Vertu et de la Prévention du Vice ». Ce simple fait montre clairement quelles sont les priorités des nouveaux dirigeants.<sup>34</sup>

Selon le *Danish Immigration Service*, la situation des femmes varie d'une région à l'autre depuis la prise de pouvoir par les talibans. Dans une partie du pays, il est officiellement interdit aux filles d'aller à l'école au-delà de la septième année et de quitter la maison sans être accompagnées d'un homme (*Mahram*). Quant aux femmes, elles ne sont pas autorisées à travailler à l'extérieur. Mais dans d'autres régions d'Afghanistan, les femmes peuvent toujours sortir seules et travailler à l'extérieur, même si elles doivent composer avec plus de restrictions qu'avant l'arrivée au pouvoir des talibans.<sup>35</sup> Voici comment HRW décrit la situation pour Herat de ce point de vue : bien que les femmes puissent officiellement quitter la maison sans *Mahram*, il y a eu de sévères réprimandes de la part des talibans. C'est pourquoi la plupart des femmes restent chez elles par crainte d'être agressées si elles sortent. Des enseignantes du secondaire ont été renvoyées à la maison, parce qu'elles ont désormais l'interdiction d'enseigner à des classes de garçons et que les écoles secondaires pour filles restent fermées.<sup>36</sup> Le 9 octobre 2021, *Tolo TV* a en revanche diffusé un reportage sur des filles qui continuent librement à aller à l'école jusqu'en 12<sup>e</sup> année dans trois provinces du nord du pays (Kunduz, Balkh et Sar-e Pul). Le *New York Times* rapporte également que quelques collèges et gymnases ont de nouveau ouvert leurs portes aux filles au nord de l'Afghanistan.<sup>37</sup>

<sup>30</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 13-14, 28-29.

<sup>31</sup> Afghanistan Analysts Network (AAN), UN Human Rights Council to talk about Afghanistan: Why so little appetite for action?, 23 août 2021: [UN Human Rights Council to talk about Afghanistan: Why so little appetite for action? - Afghanistan Analysts Network - English \(afghanistan-analysts.org\)](https://www.afghanistan-analysts.org/en/analysis/un-human-rights-council-to-talk-about-afghanistan-why-so-little-appetite-for-action/).

<sup>32</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 13-14, 28-29.

<sup>33</sup> HRW, Afghanistan: Justice System Failing Women, 5 août 2021.

<sup>34</sup> FAZ, Appell von 103 Journalisten: Hilferuf aus Afghanistan, 20 septembre 2021: [Appell von 103 Journalisten: Hilferuf aus Afghanistan \(faz.net\)](https://www.faz.net/aktuell/ausland/appell-von-103-journalisten-hilferuf-aus-afghanistan-16331833-1.html).

<sup>35</sup> Danish Immigration Service, Afghanistan Recent developments, septembre 2021. p. 1; voir aussi: AAN, Is This How It Ends?, 15 août 2021.

<sup>36</sup> Human Rights Watch (HRW), Afghanistan: Taliban Abuses Cause Widespread Fear, 23 septembre 2021: [Afghanistan: Taliban Abuses Cause Widespread Fear | Human Rights Watch \(hrw.org\)](https://www.hrw.org/news/2021/09/23/afghanistan-taliban-abuses-cause-widespread-fear).

<sup>37</sup> Tolo TV, Girls Attend Schools in Kunduz, Balkh, Sar-e Pul, 9 octobre 2021: [Girls Attend Schools in Kunduz, Balkh, Sar-e-Pul - YouTube](https://www.youtube.com/watch?v=...); The New York Times, Taliban Allow Girls to Return to Some High Schools, but With Big Caveats, 28 septembre 2021: [Taliban Allow Girls to Return to Some High Schools, but With Big Caveats - The New York Times \(nytimes.com\)](https://www.nytimes.com/2021/09/28/world/asia/taliban-girls-schools-afghanistan.html).

Thomas Ruttig part lui aussi du principe que la marge de manœuvre laissée aux femmes diffère aujourd'hui d'une région à l'autre. Mais il est clair que les talibans leur ont retiré beaucoup de droits en peu de temps et qu'ils ont introduit des restrictions. Parmi celles-ci, l'interdiction officielle pour les filles de poursuivre leur scolarité au-delà de la 6<sup>e</sup> année, l'abolition de la mixité dans les cours à l'université et l'appel adressé aux femmes fonctionnaires de ne plus se présenter au travail.<sup>38</sup> Le 21 septembre 2021, les talibans ont annoncé que l'enseignement scolaire allait bientôt reprendre pour les filles à partir de la 6<sup>e</sup> année, sous de nouvelles règles.<sup>39</sup> Selon HRW, depuis leur prise de pouvoir, les talibans ciblent les femmes qui jouaient un rôle public actif dans la vie publique sous l'ancien régime, notamment les militantes féministes, les fonctionnaires du gouvernement et les journalistes. Beaucoup de femmes ne sortent pratiquement plus de chez elles, parce qu'elles craignent d'être durement réprimandées en raison de leur tenue, les talibans n'ayant toujours pas clarifié les prescriptions vestimentaires.<sup>40</sup> Le climat de peur et d'insécurité qui prédomine incite les femmes à se retirer progressivement de la vie publique et restreint considérablement leur accès à l'instruction, à la santé, à la protection, à la politique et au travail. Les pertes de revenu qui en résultent les rendent plus dépendantes et suscitent chez beaucoup craintes et dépression.<sup>41</sup> Des dizaines de refuges pour femmes ont fermé leurs portes depuis la prise du pouvoir par les talibans et renvoyé leurs occupantes dans leurs familles, ce qui les expose à nouveau à des mauvais traitements, voire à des « crime d'honneur ». Déjà avant l'arrivée au pouvoir des talibans, ces refuges pour femmes étaient menacés par des forces conservatrices et patriarcales. Les femmes n'ont donc pratiquement plus de lieux de refuges en Afghanistan.<sup>42</sup>

Les sportives sont aussi particulièrement menacées sous le nouveau régime. Avec l'arrivée au pouvoir des talibans, elles ont été nombreuses à fuir par crainte d'être persécutées. C'est notamment le cas d'une grande partie de l'équipe nationale de football féminin, ainsi que d'autres athlètes.<sup>43</sup> Le 9 septembre 2021, les talibans ont annoncé par l'intermédiaire du directeur de leur commission culturelle qu'ils ne toléreraient pas de femmes dans le sport, au motif que c'était contraire aux valeurs islamiques.<sup>44</sup>

---

<sup>38</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021; Der Standard, Frauenrechte in Afghanistan: Wenig Hoffnung auf Zugeständnisse – Geschlechterpolitik, 11 octobre 2021: [Frauenrechte in Afghanistan: Wenig Hoffnung auf Zugeständnisse - Geschlechterpolitik - derStandard.at](#); dieStandard; Deutsche Welle, Die Taliban und die Mädchenschulen, 22 septembre 2021: [Die Taliban und die Mädchenschulen | Asien | DW | 22.09.2021](#). La plupart des femmes actives dans le service public n'ont pas pu réintégrer leur poste à la mi-octobre 2021.

<sup>39</sup> SRF, Schulen in Afghanistan – Taliban stellen Schulunterricht für Mädchen in Aussicht, 21 septembre 2021: [Schulen in Afghanistan - Taliban stellen Schulunterricht für Mädchen in Aussicht - News - SRF](#); Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021.

<sup>40</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021; Der Standard, Frauenrechte in Afghanistan, 11 octobre 2021; Deutsche Welle, Die Taliban und die Mädchenschulen, 22 septembre 2021. La plupart des femmes actives dans le service public n'ont pas pu réintégrer leur poste à la mi-octobre 2021.

<sup>41</sup> HRW, Taliban Abuses Cause Widespread Fear, 23 septembre 2021.

<sup>42</sup> Gandhara, Afghan Women's Shelters Vanishing Under Taliban Rule, 26 septembre 2021: [Afghan Women's Shelters Vanishing Under Taliban Rule \(rferl.org\)](#).

<sup>43</sup> Deutschlandfunk, Nationalspielerinnen erhalten Asyl in Australien, 24 août 2021: [Flucht aus Afghanistan - Nationalspielerinnen erhalten Asyl in Australien \(deutschlandfunk.de\)](#); NDR, Desaster für Sport und Gleichberechtigung, 23 août, 2021: [Afghanistan der Taliban: Desaster für Sport und Gleichberechtigung | NDR.de - Sport](#).

<sup>44</sup> FAZ, Taliban wollen Frauen vom Sport ausschliessen, 9 novembre 2021: [Afghanistan: Taliban wollen Frauen vom Sport ausschließen \(faz.net\)](#); Bluewin, Radsportlerinnen erhalten humanitäres Visum für Schweiz, 12 octobre 2021: [Radsportlerinnen erhalten humanitäres Visum für Schweiz \(bluewin.ch\)](#); FAZ, Junioren-Fussballerinnen aus Afghanistan bekommen Asyl in Portugal, 22 septembre 2021. Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a annoncé le 12 octobre 2021 que la Suisse avait délivré un visa humanitaire à 38 cyclistes

On ignore aussi dans quelle mesure les femmes journalistes peuvent encore exercer leur activité. Beaucoup ont déjà été renvoyées. À Ghazni, les talibans auraient banni les présentatrices et la musique des médias audiovisuels dès août 2021 ; d'une manière générale, les femmes ont disparu de la programmation de plusieurs chaînes de télévision.<sup>45</sup> D'après Thomas Ruttig, il y avait encore des présentatrices sur afghan TV à la mi-octobre 2021.<sup>46</sup>

Début septembre, les femmes ont organisé diverses manifestations pour défendre leurs droits. Si les talibans ont laissé se dérouler celle du 2 septembre 2021 à Herat sans intervenir, ils ont durement réprimé celle du 7 septembre 2021 dans la même ville. Ils ont par la suite interdit toute manifestation qui n'avait pas obtenu leur accord préalable. Une manifestation a eu lieu le 4 septembre à Kaboul et une autre le 1<sup>er</sup> octobre pour l'ouverture générale des écoles à toutes les filles.<sup>47</sup>

**Les enfants.** En août 2021, les Nations unies estimaient que la moitié des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition sévère.<sup>48</sup> Selon l'*UNICEF*, au moins un million d'enfants vont probablement mourir de malnutrition aiguë sévère, s'ils ne sont pas pris en charge rapidement. Selon des estimations, le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë pourrait encore augmenter de 3,2 millions dès la fin 2021.<sup>49</sup> La maltraitance des enfants est très répandue dans la société afghane. Au sein même de leurs familles, ils sont souvent exposés à des insultes, ainsi qu'à des châtiments corporels tels que coups de poing, coups de pied ou coups de bâton, sévices infligés avec des câbles électriques. Les mariages d'enfants sont toujours très répandus. La pandémie de Covid-19 a en outre aggravé la charge qui pèse sur de nombreux ménages et entraîné souvent des mécanismes d'adaptation négatifs. Elle a notamment conduit à une hausse du travail des enfants ou des mariages précoces, en réponse à la détresse financière. Partout, les filles en particulier sont également victimes d'agressions sexuelles commises par des membres de la famille ou des proches. Quant aux garçons, ils sont souvent enlevés ou vendus par leur famille à des gens qui les exploitent en tant que danseurs et esclaves sexuels. Les victimes de cette pratique appelée « bache bazi » sont exposées sans protection aux menaces, à la violence et aux agressions sexuelles. Même les membres des ANDSF se livrent à ce genre d'abus. Comme ces crimes restaient généralement impunis quand ils étaient commis par des membres du gouvernement afghan, les garçons concernés ne pouvaient guère compter sur le soutien de l'État, bien que le nouveau code pénal définisse le bache bazi comme un délit.<sup>50</sup>

---

professionnelles afghanes, ainsi qu'à d'autres personnes qu'il tenait pour particulièrement menacées à l'heure actuelle. La Grande-Bretagne a accueilli l'équipe afghane junior de football féminin et ses familles ; le Portugal a accordé l'asile à 26 joueuses de l'équipe nationale junior de football féminin et à leurs familles.

<sup>45</sup> AAN, UN Human Rights Council to talk about Afghanistan, 23 août 2021.

<sup>46</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021.

<sup>47</sup> HRW, Taliban Abuses Cause Widespread Fear, 23 septembre 2021; Telebasel, UN richten humanitäre Konferenz für Afghanistan aus, 3 septembre 2021: [UN richten humanitäre Konferenz für Afghanistan aus - Telebasel](#); RND, Frauen demonstrieren in Kabul für Öffnung von Schulen für Mädchen, 1<sup>er</sup> octobre 2021: [Afghanistan: Frauen demonstrieren in Kabul für Öffnung von Schulen für Mädchen \(rnd.de\)](#).

<sup>48</sup> AAN, Afghanistan's looming economic catastrophe: What next for the Taliban and the donors?, 6 septembre 2021: [Afghanistan's looming economic catastrophe: What next for the Taliban and the donors? - Afghanistan Analysts Network - English \(afghanistan-analysts.org\)](#).

<sup>49</sup> Unicef, Afghanistan: Jedes zweite Kind von Mangelernährung bedroht, 5 octobre 2021: [Afghanistan: Jedes zweite Kind von Mangelernährung bedroht \(unicef.de\)](#). UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 7, 23, 35: [Afghanistan Humanitarian Needs Overview 2021 \(December 2020\) - Afghanistan | ReliefWeb](#).

<sup>50</sup> EASO, Country Guidance: Afghanistan, décembre 2020, p. 68, 75-76: [Country Guidance Afghanistan 2020 | EUROPEAN ASYLUM SUPPORT OFFICE \(europa.eu\)](#); USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 4, 38-39; UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 14; UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs

Pour la cinquième année consécutive, l'Afghanistan est considéré comme le lieu de conflit le plus meurtrier pour les enfants. Ces derniers continuent d'être touchés de manière disproportionnée par les conflits armés. En 2020, ils représentaient 30 pour cent des victimes civiles et 80 pour cent des victimes de restes d'engins explosifs. La violence persistante, la discrimination et l'impossibilité d'accéder aux services de santé et d'éducation à cause de la guerre compromettent le bien-être physique et psychologique des enfants. Les forces de sécurité afghanes aussi bien que les milices progouvernementales et les groupements antigouvernementaux ont recruté des mineurs à des fins guerrières et pour abuser d'eux sexuellement.<sup>51</sup>

Dans les orphelinats, les conditions de vie sont mauvaises ; il n'y a souvent ni eau courante, ni chauffage, ni soins de santé, ni éducation, ni activités récréatives, ni soutien psychologique en cas de traumatisme. Jusqu'à 80 pour cent des enfants placés en orphelinat ne sont pas orphelin-e-s. Leurs familles les ont déposés là, parce qu'elles n'étaient pas en mesure de s'occuper d'eux. Quant aux orphelin-e-s, ils et elles sont livré-e-s sans défense à la violence physique et psychologique, ainsi qu'aux abus sexuels, et sont parfois victimes de traite des êtres humains.<sup>52</sup>

**Les (anciens) membres de la police et des forces de sécurité (ANDSF).** Jusqu'au 15 août 2021, les membres des ANDSF figuraient parmi les cibles principales des talibans au même titre que les anciens fonctionnaires de sécurité et les membres de leurs familles. Quand ils ont pris le pouvoir, les talibans ont promis aux forces de sécurité afghanes de ne pas poursuivre ceux qui se rendaient. La plupart d'entre eux semblent avoir tenu parole.<sup>53</sup> Selon le *Bureau européen d'appui en matière d'asile* (EASO), des rapports (non confirmés) ont toutefois fait état d'exécutions d'anciens membres des forces de sécurité afghanes.<sup>54</sup> HRW affirme avoir reçu des informations faisant état d'exécutions sommaires d'anciens employés du gouvernement afghan et des forces de sécurité par les talibans.<sup>55</sup> Selon AI, la province de Daikundi a notamment été le théâtre d'exécutions le 4 octobre 2021.<sup>56</sup>

**Les fonctionnaires, ainsi que les partisans réels ou présumés du gouvernement.** Des fonctionnaires du gouvernement, des membres du système judiciaire, des politiciens locaux et des responsables de communes ont aussi été victimes d'assassinats ciblés en 2020 et en 2021. Depuis la prise de pouvoir des talibans, quelques 300 femmes juges figurent parmi les

---

Overview, 21 décembre 2020, p. 7, 11. Bien que de nombreux témoins et avocats aient affirmé, selon le Département d'État américain, qu'il y avait au sein des forces de combat des gens pratiquant le « bacha bazi », aucun fonctionnaire de sécurité n'a jamais été poursuivi en justice pour ces crimes, bien que le gouvernement afghan en ait arrêté huit en 2020 en lien avec des affaires de « bacha bazi ».

<sup>51</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 15, 20; UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 14, 16, 30; USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 38-39.

<sup>52</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 40.

<sup>53</sup> AAN, The Moment in Between, 1<sup>er</sup> septembre 2021; FAZ, Politik in Afghanistan: Die Demokratie der Taliban, 30 septembre 2021: [Politik in Afghanistan: Die Demokratie der Taliban \(faz.net\)](#); UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 51; EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 58-59.

<sup>54</sup> EASO, Afghanistan Security situation update, Country of Origin Information Report, septembre 2021, p. 16: [2020 9 EASO COI AFG Security Situation Report Update Final \(ecoi.net\)](#).

<sup>55</sup> Tagesschau.de, UN kritisiert Menschenrechtsverletzungen, 24 août 2021.

<sup>56</sup> Deutsche Welle, Amnesty wirft Taliban Kriegsverbrechen vor, 5 octobre 2021: [Amnesty wirft Taliban Kriegsverbrechen vor | Aktuell Asien | DW | 05.10.2021](#). Selon AI, les talibans ont exécuté sans procès neuf membres des anciennes ANDSF le 4 octobre 2021 dans la province de Daikundi, alors même que ces personnes s'étaient rendues. Deux autres ont été abattus alors qu'ils tentaient de fuir. Ces onze personnes étaient toutes membres des Hazara. Amnesty International considère cela comme un crime de guerre.

personnes spécialement menacées. Elles craignent que les talibans se vengent de leurs jugements et de leur engagement en faveur du respect et de l'application des droits des femmes. Depuis, la plupart vivent cachées.<sup>57</sup>

**Le personnel civil des forces de sécurité internationales (personnel local).** Avec le retrait des troupes internationales, le risque pour les agents locaux afghans d'être victimes de groupes antigouvernementaux a considérablement augmenté, car ils ont été laissés pratiquement sans protection. C'est pourquoi de nombreux États se sont engagés de mai à la fin septembre 2021 pour que le personnel local et leurs familles puissent quitter le territoire afghan et de commencer une nouvelle vie dans les États de leurs employeurs.<sup>58</sup> En juin 2021, les talibans avaient appelé les forces locales à rester dans le pays et de faire preuve de « repentir », en assurant qu'ensuite, il ne leur arriverait rien.<sup>59</sup> Selon EASO, des rapports ont fait état de menaces, par exemple à l'encontre d'interprètes, avant la prise de pouvoir par les talibans.<sup>60</sup> Selon la chaîne de télévision néerlandaise NOS, d'ancien-ne-s employé-e-s des forces de sécurité internationales auraient reçu de la part des talibans des convocations au tribunal assorties de menaces de sanctions au cas où ils ou elles ne se présenteraient pas.<sup>61</sup>

**Les religieux modérés, les anciens de la tribu et les lieux de prière.** En 2020 et pendant le premier semestre de 2021, des chefs spirituels et des anciens de la tribu ont été victimes d'assassinats ciblés commis par des groupes antigouvernementaux.<sup>62</sup> Depuis l'arrivée au pouvoir des talibans, l'EI/Daesh a perpétré plusieurs attentats-suicides qui ont fait un très grand nombre de victimes civiles dans des mosquées chiites.<sup>63</sup>

**Les membres de groupes antigouvernementaux et les civils accusés de les soutenir.** Le gouvernement afghan/les forces de sécurité infligeaient la peine de mort, des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires ou des tortures aux membres de groupements armés tels que les talibans, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, le réseau Haqqani, le Lashkar-e Tayyiba, l'EI/Daesh et d'autres encore.<sup>64</sup> Selon Thomas Ruttig, les talibans ont fait preuve,

<sup>57</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 16, 18; UNAMA, Protection of civilians in Armed Conflict, 1<sup>st</sup> Quarter 2021, April 2021, p. 3: [unama\\_protection\\_of\\_civilians\\_in\\_armed\\_conflict\\_1st\\_quarter\\_2021\\_2.pdf](https://www.unmissions.org/unama-protection-of-civilians-in-armed-conflict-1st-quarter-2021-2.pdf) ([unmissions.org](https://www.unmissions.org)); EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 59-60; AAN, The Moment in Between, 1<sup>er</sup> septembre 2021; Tagesschau.de, Richterinnen in Afghanistan: «Diese Männer versuchen, sich zu rächen», 7 octobre 2021: [Richterinnen in Afghanistan: "Diese Männer versuchen, sich zu rächen" | tagesschau.de](https://www.tagesschau.de/afghanistan/richterinnen-in-afghanistan-101.html). Seules 30 des 300 femmes juges afghanes avaient pu quitter l'Afghanistan en date du 7 octobre 2021. L'USDOS n'a recensé que 254 femmes juges en 2020. Voir : USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 11.

<sup>58</sup> mdr, Abzug aus Afghanistan: Gefahr für Ortskräfte, 6 mai 2021: [Abzug aus Afghanistan: Gefahr für Ortskräfte | MDR.DE](https://www.mdr.de/afghanistan/abzug-aus-afghanistan-gefahr-fuer-ortskraefte-101.html); RND, Zusagen für mehr als 15'000 Ortskräfte und Angehörige, 8 octobre 2021: [Afghanistan: Zusagen für mehr als 15 000 Ortskräfte und Angehörige \(rnd.de\)](https://www.rnd.de/afghanistan/zusagen-fuer-mehr-als-15-000-ortskraefte-und-angehoerige-101.html).

<sup>59</sup> Zeit Online, Deutschland nimmt Tausende Ortskräfte auf, 11 juin 2021: [Afghanistan: Deutschland nimmt Tausende Ortskräfte auf | ZEIT ONLINE](https://www.zeit.de/afghanistan/2021-06/deutschland-nimmt-tausende-ortskraefte-auf); EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 60-61.

<sup>60</sup> EASO, Afghanistan Security Situation update, septembre 2021, p. 16.

<sup>61</sup> Spiegel, Taliban-Tribunal für Ex-Ortskräfte?, 2 octobre 2021: [Afghanistan: Taliban-Tribunal für Ex-Ortskräfte? - DER SPIEGEL](https://www.spiegel.de/afghanistan/taliban-tribunal-fuer-ex-ortskraefte-a-1148888.html).

<sup>62</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 51, 58; EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 61-62; UNAMA, Midyear Report 2021, Protection of Civilians in Armed Conflict, 1 January to 30 June 2021, 26 juillet 2021, p. 5: [unama\\_poc\\_midyear\\_report\\_2021\\_26\\_july.pdf](https://www.unmissions.org/unama-poc-midyear-report-2021-26-july.pdf) ([unmissions.org](https://www.unmissions.org)).

<sup>63</sup> Le 3 octobre 2021 à Kaboul, le 8 octobre à Kunduz, le 15 octobre à Kandahar. Tagesschau.de, Tote bei Anschlag vor Moschee in Kabul, 3 octobre 2021: [Afghanistan: Tote bei Anschlag vor Moschee in Kabul | tagesschau.de](https://www.tagesschau.de/afghanistan/tote-bei-anschlag-vor-moschee-in-kabul-101.html); SRF, Explosion in Afghanistan - Mehr als 40 Tote nach Anschlag auf Moschee in Afghanistan, 8 octobre 2021: [Explosion in Afghanistan - Mehr als 40 Tote nach Anschlag auf Moschee in Afghanistan - News - SRF](https://www.srf.ch/news/afghanistan-explosion-in-afghanistan-mehr-als-40-tote-nach-anschlag-auf-moschee-in-afghanistan); BBC, Suicide attack hits Kandahar mosque during prayers, 16 octobre 2021: [Afghanistan: Suicide attack hits Kandahar mosque during prayers - BBC News](https://www.bbc.com/news/afghanistan-58488888).

<sup>64</sup> EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 62-63.

depuis leur arrivée au pouvoir, d'une extrême brutalité à l'encontre des dirigeants et des religieux salafistes qui sympathisaient avec l'EI/Daesh. Ils en ont même tué certains.<sup>65</sup>

**Recrutement forcé d'enfants, d'adolescents et d'hommes en âge de servir.** En 2020 aussi, des enfants ont été recrutés par les talibans, les forces de sécurité afghanes et des groupes armés pro et antigouvernementaux pour être exploités dans des fonctions de combat, de service ou à des fins sexuelles.<sup>66</sup> Selon EASO, les talibans ne recourent au recrutement forcé qu'à titre exceptionnel. Les personnes qui s'y opposent s'exposent toutefois à de lourdes conséquences allant jusqu'à des châtiments corporels graves ou des mises à mort. L'EI/Daesh tente en premier lieu de recruter d'anciens combattants membres des talibans et d'Al-Qaïda, en particulier ceux qui ont rejeté le processus de paix avec les États-Unis et le gouvernement afghan. Il recrute aussi activement des enfants.<sup>67</sup>

**Le corps enseignant et les élèves.** En 2020, la MANUA a enregistré 62 incidents entravant l'accès des enfants à l'éducation, soit onze pour cent de plus qu'en 2019. Des écoles et des madrasas ont été endommagées, des enseignant-e-s et des élèves assassinés, blessés, enlevés ou menacés. La plupart des incidents se sont produits dans les régions est, nord-est et nord. La MANUA s'est montrée préoccupée par le fait que les groupes antigouvernementaux ont continué à s'en prendre directement aux établissements scolaires et au personnel enseignant. En 2020, des forces progouvernementales ont aussi endommagé des écoles, tué et blessé leurs occupant-e-s. Selon les indications de l'*UNICEF*, 258 écoles ont été fermées en 2020, ce qui a privé 122 679 enfants d'accès à l'éducation. En décembre 2020, l'*UNICEF* et les talibans ont conclu un accord portant sur une éducation communautaire dans les régions difficiles d'accès et les zones en conflit des provinces de Helmand, Kandahar, Uruzgan et Faryab.<sup>68</sup> La MANUA a documenté durant le premier semestre 2021 seize attaques directement dirigées contre des écoles et des enseignant-e-s, ainsi que 26 autres incidents ayant accidentellement touché des écoles ou le corps enseignant. La plus monstrueuse de ces attaques a eu lieu le 8 mai 2021 contre l'école *Sayed ul-Shuhada* dans la ville de Kaboul. Elle a causé la mort de plus de 300 civils. Comme il s'agit d'une école fréquentée principalement par des enfants hazaras, on présume que l'EI/Daesh est responsable de cet attentat.<sup>69</sup>

**Le personnel de santé et des organisations humanitaires.** La MANUA a enregistré depuis mars 2020 un nombre croissant d'attaques visant le personnel et les établissements de santé. L'augmentation est particulièrement nette durant le second semestre 2020.<sup>70</sup> Selon EASO, les talibans se sont efforcés en 2020 de se présenter comme un futur gouvernement. Ils ont ainsi surveillé les prestations fournies par le gouvernement afghan dans le domaine de la santé, en interagissant avec les organisations humanitaires et en concluant des accords avec les cliniques. Des assassinats, des menaces, des intimidations, du harcèlement et des enlèvements de membres du personnel médical ont cependant été signalés. Des collaborateurs-

<sup>65</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021.

<sup>66</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 33-34. La MANUA a observé que 196 garçons ont été recrutés et mobilisés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2020. Les talibans en ont selon elle enrôlé 172, la police locale afghane et les groupes armés pro-gouvernementaux conjointement huit, les groupes armés proches du gouvernement sept, la police nationale afghane cinq et l'armée nationale afghane quatre. Human Rights Watch, qui a analysé dans un rapport le recrutement d'enfants par les talibans, signale que des milliers d'enfants se trouvent aujourd'hui encore dans leurs rangs. Voir: Human Rights Watch, 'This is our opportunity to end the Taliban's use of child soldiers', 20 septembre 2021: [www.hrw.org/news/2021/09/20/our-opportunity-end-talibans-use-child-soldiers#](https://www.hrw.org/news/2021/09/20/our-opportunity-end-talibans-use-child-soldiers#).

<sup>67</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 33-35; EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 63-65.

<sup>68</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 37-39; EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 65.

<sup>69</sup> UNAMA, Midyear Report 2021, 26 juillet 2021, p. 11.

<sup>70</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 12, 14, 18.

trices de plusieurs ONG ont été menacés et attaqués par des groupes antigouvernementaux quand leurs activités étaient considérées comme partiales ou contraires aux valeurs traditionnelles ou religieuses (par exemple les démineurs-euses).<sup>71</sup> Au cours du premier semestre 2021, la MANUA a documenté 28 attaques directement dirigées contre des établissements de santé ou du personnel de santé. Elles ont causé la mort de douze civils et en ont blessé treize autres. Toujours selon la MANUA, 24 autres incidents ont touché des établissements ou du personnel de santé pendant la même période. Au cours du premier semestre 2021, les collaborateurs-trices de la campagne de vaccination contre la polio ont essuyé six attaques qui ont fait plusieurs morts et blessés dans la province de Nangarhar. La plupart des attentats n'ont pas été revendiqués.<sup>72</sup>

**Les journalistes et les défenseur-e-s des droits humains.** Selon la MANUA, le début des négociations de paix, le 12 septembre 2020, a été marqué par une augmentation soudaine des assassinats délibérés et ciblés de journalistes et de défenseur-e-s des droits humains, qui s'est poursuivie pendant l'hiver 2020/2021. Ces derniers ont fait l'objet de menaces, d'intimidations, de harcèlement, de surveillance et d'arrestations arbitraires. Contrairement aux années précédentes, pratiquement aucun acteur n'a revendiqué ces attentats en 2020, ce qui a créé un climat de peur et d'autocensure. Ces attaques ont été orchestrées par les talibans, des acteurs gouvernementaux, des potentats locaux, ainsi que par des groupes du crime organisé.<sup>73</sup>

À leur arrivée au pouvoir, les talibans avaient d'abord annoncé que les journalistes pourraient continuer à travailler. Mais depuis, de nombreux rapports font état de menaces, d'entraves à la couverture médiatique, d'actes de violence, d'arrestations, de mauvais traitements et d'assassinats de journalistes, notamment de ceux de *Reporters sans frontières*. Les talibans n'ont pas tardé à restreindre considérablement les conditions cadres de la profession en promulguant une loi sur les médias.<sup>74</sup> Selon un rapport de AI, ils intimident les journalistes, ainsi que les défenseur-e-s des droits humains, par des téléphones de menace et des visites et

---

<sup>71</sup> EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 66.

<sup>72</sup> Arab News, Three woman medical staff shot dead in Afghanistan, 30 mars 2021, [Three women medical staff shot dead in Afghanistan \(arabnews.com\)](https://www.arabnews.com/story/30/03/2021/123456); UNAMA, Midyear Report 2021, 26 juillet 2021, p. 6, 11. Le 30 mars 2021, l'EI/Daesh a revendiqué des attentats contre le personnel chargé de la vaccination contre la polio.

<sup>73</sup> UNAMA, Special Report: Killing of Human Rights Defenders, février 2021, p. 3-4, 7-10: [Microsoft Word - Killing of Human Rights Defenders and Journalists 2018-2021 - UNAMA - 14 février 2021 \(unmissions.org\)](https://www.unmissions.org/sites/default/files/2021-02/MSR%20Killing%20of%20Human%20Rights%20Defenders%20-%20February%202021.pdf); AAN, UN Human Rights Council to talk about Afghanistan, 23 août 2021; UNAMA, Protection of civilians, 1<sup>st</sup> Quarter 2021, April 2021, p. 3; EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 67; Bote der Urschweiz, Journalist im Süden Afghanistans getötet, 12 novembre 2020: [www.bote.ch/nachrichten/international/journalist-im-sueden-afghanistans-getoetet:art46446.1277365](https://www.bote.ch/nachrichten/international/journalist-im-sueden-afghanistans-getoetet:art46446.1277365). Afghanistan Analysts Network, "Helmand is my soul, my mother. I never want to leave": Obituary for murdered journalist, Muhammad Aliyas Dayee, 1988-2020, 25 novembre 2020: [www.afghanistan-analysts.org/en/reports/context-culture/helmand-is-my-soul-my-mother-i-never-want-to-leave-obituary-for-murdered-journalist-muhammad-aliyas-dayee-1988-2020/](https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/context-culture/helmand-is-my-soul-my-mother-i-never-want-to-leave-obituary-for-murdered-journalist-muhammad-aliyas-dayee-1988-2020/); Junge Welt, Bekannter Journalist erschossen, 6 mai 2021: [07.05.2021: Afghanistan: Bekannter Journalist erschossen \(Tageszeitung junge Welt\)](https://www.junge-welt.de/afghanistan/bekannter-journalist-erschossen-2021-05-06/). Le 7 novembre 2020, un célèbre ancien présentateur de télévision a été pris pour cible à Kaboul; le 12 novembre 2020, le reporter Aliyas Dayee a été tué dans un attentat à la bombe à Lashkargah, (province de Hel-mand); le 6 mai 2021, l'éminent journaliste de télévision de Tolo News Nemat Rawan a été tué dans la ville de Kandahar.

<sup>74</sup> FAZ, Taliban halten Reporter fest und drohen mit Todesstrafe, 30 septembre 2021: [Afghanistan: Taliban halten Reporter fest und drohen mit Todesstrafe \(faz.net\)](https://www.faz.net/aktuell/afghanistan/taliban-halten-reporter-fest-und-drohen-mit-todesstrafe-17345678.html); Deutsche Welle, Afghanische Journalisten in Gefahr, 15 septembre 2021: [Afghanische Journalisten in Gefahr | Welt | DW | 15.09.2021.](https://www.dw.com/fr/afghanische-journalisten-in-gefahr-17345678); FAZ, Taliban greifen Reporter an und misshandeln sie, 14 septembre 2021: [Afghanistan: Taliban greifen Reporter an und misshandeln sie \(faz.net\)](https://www.faz.net/aktuell/afghanistan/taliban-greifen-reporter-an-und-misshandeln-sie-17345678.html).

leur imposent des directives pour les obliger à travailler « en conformité avec les lois islamiques ». <sup>75</sup> Selon *Reporter sans frontières*, des journalistes de Kaboul ont dénoncé des intimidations et des prescriptions visant à orienter leur propos. Une centaine de médias locaux privés ont cessé leur activité dans les deux semaines qui ont suivi la prise du pouvoir par les talibans, principalement dans les provinces. Le chef de Moby Group, le plus grand groupe privé de médias et d'information en Afghanistan, a indiqué que certains spectacles et soap-opéras avaient déjà été retirés de la programmation, afin de prévenir d'éventuelles attaques. L'autocensure a beaucoup augmenté. Au cours des deux premières semaines, tous les bureaux locaux de la chaîne de télévision Tolo News ont été fermés. Beaucoup de journalistes ont été physiquement agressés et menacés ; ils sont très nombreux à avoir disparu ou fui l'Afghanistan. <sup>76</sup> Le 20 septembre 2021, 103 journalistes afghans ont lancé un appel à la communauté internationale, lui demandant de les protéger et d'obliger les talibans à respecter les droits humains. <sup>77</sup> Les **femmes**, en particulier, ont largement disparu de la télévision, les talibans les ayant empêchées de reprendre leur travail. Selon EASO, il y a pour l'instant peu de rapports sur la situation des défenseur-e-s des droits humains. Il faut partir du principe que beaucoup se cachent. D'après l'ancienne Parlementaire et militante féministe Fawzia Koofia, la situation devient nettement plus difficile pour les militant-e-s des droits des femmes. <sup>78</sup> Thomas Ruttig relève toutefois que les médias jouissent encore d'une certaine liberté, en tout cas par rapport à 2001, et qu'on voyait encore, fin octobre 2021, des présentatrices à la télévision. « Beaucoup de médias, même critiques, poursuivent leur activité, continuent à faire des reportages critiques sur les talibans et de poser des questions dérangeantes à leurs représentants, quand bien même ils ont suspendu leurs émissions musicales, à l'instar de Tolo TV. Mes collègues estiment que la retenue des médias découle en grande partie de l'autocensure plutôt que d'une intervention directe des talibans. Mais les nouvelles directives imposées par les talibans, qui ont instauré un régime d'autorisation entravant le travail des journalistes, limitent aussi leur marge de manœuvre. » <sup>79</sup> L'AAN estime que les militant-e-s de la société civile et les journalistes figurent parmi les personnes menacées sous le nouveau régime. <sup>80</sup> Les talibans ont, selon l'AAN, pris possession des bureaux de la Commission afghane indépendante des droits de l'Homme (AIHRC) et évacué l'équipe de la MANUA en charge de la défense des droits humains. <sup>81</sup>

**Les personnes qui s'opposent aux valeurs des groupes antigouvernementaux, aux nouveaux dirigeants ou aux normes sociales, et les personnes aisées.** Les personnes que la société considère comme « occidentalisées » en raison de leur comportement, de leur tenue ou de leur attitude, ainsi que les personnes rapatriées, peuvent être victimes d'actes de violences de la part de la famille, d'éléments conservateurs, de groupes antigouvernementaux

<sup>75</sup> Tagesschau.de, Amnesty-Bericht: «Taliban demontieren Menschenrechte», 21 septembre 2021.

<sup>76</sup> EASO, Afghanistan Security Situation update, septembre 2021, p. 14-15; Deutschlandfunk, Medien in Afghanistan – «Wir haben viele Mitarbeitende verloren», 28 août 2021: [Medien in Afghanistan - "Wir haben viele Mitarbeitende verloren" \(deutschlandfunkkultur.de\)](https://www.deutschlandfunkkultur.de/Medien-in-Afghanistan--Wir-haben-viele-Mitarbeitende-verloren-10232734.html).

<sup>77</sup> FAZ, Apell von 103 Journalisten: Hilferuf aus Afghanistan, 20 septembre 2021.

<sup>78</sup> EASO, Afghanistan Security Situation update, septembre 2021, p. 15-16; Tagesschau.de, Demonstrationen mit Nationalflagge, 19 août 2021: [Afghanistan: Demonstrationen mit Nationalflagge | tagesschau.de](https://www.tagesschau.de/afghanistan/demonstrationen-mit-nationalflagge-10232734.html).

<sup>79</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021.

<sup>80</sup> AAN, The Moment in Between, 1<sup>er</sup> septembre 2021.

<sup>81</sup> Afghanistan Analysts Network (AAN), UN Human Rights Council to talk about Afghanistan: Why so little appetite for action?, 23 août 2021: [UN Human Rights Council to talk about Afghanistan: Why so little appetite for action? - Afghanistan Analysts Network - English \(afghanistan-analysts.org\)](https://www.afghanistan-analysts.org/en/un-human-rights-council-to-talk-about-afghanistan-why-so-little-appetite-for-action/).

aussi bien que d'acteurs gouvernementaux, en particulier dans les régions rurales ou conservatrices.<sup>82</sup> Depuis le changement de pouvoir, les personnes qui portent par exemple des jeans au lieu de l'habit traditionnel se voient imposer des restrictions par les combattants talibans qui leur intiment l'ordre de se raser conformément aux valeurs islamiques. Il en va de même des femmes qui ne se couvrent pas le visage ou qui portent des sandales. Mais pour l'instant, il s'agit là de l'action de combattants isolés et généralement pas de prescriptions officielles.<sup>83</sup> En raison de l'attitude de l'ancien régime taliban envers la musique, les musicien-ne-s et musicologues afghan-e-s craignent également d'être persécuté-e-s. Les talibans avaient en effet interdit la musique, détruit les appareils permettant d'en diffuser et même les instruments.<sup>84</sup>

**Les homosexuels, les personnes avec différentes orientations sexuelles, les transgenres.** Comme ils craignent d'être persécutés sous le régime taliban et risquent même la peine de mort en cas d'application de la Shari'a, les homosexuels et les membres de la communauté LGBTQ vivent cachés et osent à peine sortir de chez eux.<sup>85</sup>

**Les converti-e-s et les personnes accusées de blasphème.** Les musulman-e-s qui se convertissent à une autre religion, ainsi que les personnes accusées de blasphème ou d'apostasie, encourrent la peine de mort ou une peine pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison si ils ou elles ne se rétractent pas dans les trois jours. Comme elle tolère mal les critiques à l'égard de l'islam, la société afghane leur est très hostile. Les personnes en question doivent donc s'attendre à être agressées ou même assassinées par des membres de leur famille, de la société et de groupes antigouvernementaux. Les talibans considèrent comme « apostats » les gens qui prêchent contre eux ou qui agissent à l'encontre de leur interprétation de l'islam. L'EI/Daesh considère également comme « apostats », les musulmans « alliés de l'Occident », ainsi que les personnes qui pratiquent à son avis un islam « impur », ce qui inclut les chiïtes et les sunnites adeptes du soufisme et les écoles mystiques de l'islam.<sup>86</sup>

**Les membres des minorités ethniques et musulmanes.** La plupart des membres de la minorité ethnique des Hazaras appartiennent également à l'obédience chiïte. Ces personnes qu'on reconnaît généralement à leur apparence physique se trouvent souvent confrontées à la discrimination sociale, notamment dans la recherche d'emploi. La MANUA a constaté, au cours du premier semestre 2021, une recrudescence des attaques motivées par des considérations sectaires contre la minorité religieuse chiïte ou la minorité ethnique des Hazaras. Presque toutes étaient imputables à l'EI/Daesh. Durant cette période, on a consigné au total 20 attaques qui ont fait près de 500 victimes civiles dans les communautés chiïtes/hazaras. Selon EASO, il y a aussi eu en 2020 des cas d'enlèvements ou de meurtres de civils hazaras par d'autres groupes antigouvernementaux tels que les talibans, mais d'autres raisons ont souvent été invoquées, « comme des querelles apolitiques à l'échelle communale ou le fait

<sup>82</sup> EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 80-81.

<sup>83</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021; HRW, Taliban Abuses Cause Widespread Fear, 23 septembre 2021; Tagesschau.de, Taliban verschärfen den Kurs, 28 septembre 2021.

<sup>84</sup> Süddeutsche, Musiker vor ungewisser Zukunft, 16 septembre 2021: [Afghanistan: Musiker vor ungewisser Zukunft - Kultur - SZ.de \(sueddeutsche.de\)](https://www.sueddeutsche.de/kultur/afghanistan-musiker-zukunft-1.5000000).

<sup>85</sup> Deutsche Welle, LGBTQ in Afghanistan: Todesangst vor den Taliban, 2 octobre 2021 [LGBTQ in Afghanistan: Todesangst vor den Taliban | Nachrichten & Analysen: der globale Blick auf Schlagzeilen | DW | 02.10.2021](https://www.dw.com/fr/lgbtq-in-afghanistan-todesangst-vor-den-taliban); Deutsche Welle, LGBTQ people fear for their lives under Taliban rule, 10 septembre 2021: [Afghanistan: LGBTQ people fear for their lives under Taliban rule | Asia | An in-depth look at news from across the continent | DW | 10.09.2021](https://www.dw.com/fr/lgbtq-people-fear-for-their-lives-under-taliban-rule); Euronews, «Vor Kummer sterben oder getötet werden», LGBTQI+ in Afghanistan, 28 septembre 2021: ["Vor Kummer sterben oder getötet werden": LGBTQI+ in Afghanistan | Euronews](https://www.euronews.com/fr/afghanistan/lgbtqi-in-afghanistan); EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 82-83.

<sup>86</sup> EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 84-85.

que la personne visée travaillait pour les ANDSF, le gouvernement ou dans le secteur des ONG, ce qui met ces crimes en lien avec d'autres profils. »<sup>87</sup> Début juillet 2021, les talibans se sont emparés du Malistan, le premier district hazara. Dans le cadre de leur conquête territoriale, ils ont manifestement procédé à des exécutions arbitraires, à des actes de torture et à d'autres violations des droits humains, en particulier dans les régions hazaras.<sup>88</sup> Comme ils ne sont pas représentés dans le gouvernement transitoire des talibans, les Hazaras craignent d'être marginalisés.<sup>89</sup> AI a accusé les talibans d'avoir exécuté onze membres des anciennes ANDSF et deux civils, tous membres de l'ethnie des Hazaras, le 4 octobre 2021 dans la province de Daikundi.<sup>90</sup>

**Les minorités religieuses telles que les hindous, les sikhs, les chrétien-ne-s, les baha'is et les soufis.** Les membres des communautés sikh et hindoue subissent quotidiennement des discriminations. Les nouvelles attaques ciblées de l'EI/Daesh qu'ils ont essuyées au cours du premier semestre 2020 les ont amenés à émigrer une fois de plus. Selon USDOS, il ne restait que quelque 400 adeptes de cette confession en Afghanistan fin 2020.<sup>91</sup> EASO rapporte des cas de harcèlement, de spoliation de terres et de discrimination au travail, à l'école et dans la pratique des rituels religieux. Les membres de la communauté bahá'íe sont considérés comme agnostiques en vertu d'une fatwa.<sup>92</sup> Zebulon Simentov, le dernier juif à vivre encore en Afghanistan, a quitté le pays le 8 septembre 2021.<sup>93</sup> La population afghane est mal disposée à l'égard des chrétien-ne-s contre qui on rapporte de violentes agressions. Pour éviter la discrimination et les persécutions, ces derniers-ières pratiquent généralement leur foi seul-e-s et en cachette.<sup>94</sup> Selon l'Index mondial de persécution 2021 de l'organisation chrétienne *Open Doors*, l'Afghanistan est le deuxième pays au monde où les chrétien-ne-s sont le plus persécuté-e-s.<sup>95</sup>

**Les personnes handicapées, les malades psychiques et les personnes nécessitant des soins médicaux.** Les personnes qui présentent un handicap physique ou mental sont souvent stigmatisées en Afghanistan. Il arrive qu'elles soient maltraitées par leur propre famille et par la société. D'après EASO, les femmes, les personnes déplacées et rapatriées sont particulièrement sujets aux problèmes psychiques. Comme il n'y a pas d'infrastructure appropriée, ni de soins spécialisés pour elles, les personnes handicapées se trouvent confrontées à de nombreux obstacles, notamment un accès restreint aux possibilités d'éducation, aux soins de

<sup>87</sup> UNAMA, Midyear Report 2021, 26 juillet 2021, p. 5; EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 86-87; USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 47.

<sup>88</sup> EASO, Afghanistan Security situation update, septembre 2021, p. 61; Amnesty International (AI), Afghanistan: Taliban responsible for brutal massacre of Hazara men – new investigation, 19 août 2021: [Afghanistan: Taliban responsible for brutal massacre of Hazara men – new investigation - Amnesty International](#).

<sup>89</sup> AAN, The Focus of the Taleban's New Government, 12 septembre 2021.

<sup>90</sup> Deutsche Welle, Amnesty wirft Taliban Kriegsverbrechen vor, 5 octobre 2021; BBC, Taliban unlawfully killed 13 ethnic Hazara people, Amnesty says, 5 octobre 2021: [Afghanistan: Taliban unlawfully killed 13 ethnic Hazara people, Amnesty says - BBC News](#).

<sup>91</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 42; UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 19, 21, 43, 51, 55-56.

<sup>92</sup> EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 87-89; USDOS, 2020 Report on International Religious Freedom, 12 mai 2021: Afghanistan: [Afghanistan - United States Department of State](#).

<sup>93</sup> FAZ, Flucht aus Afghanistan: Das Ende einer jüdischen Geschichte, 8 septembre 2021: [Flucht aus Afghanistan: Das Ende einer jüdischen Geschichte \(faz.net\)](#).

<sup>94</sup> USDOS, 2020 Report on International Religious Freedom, 12 mai 2021, p. 2, 4, 16-17.

<sup>95</sup> Open Doors, Weltverfolgungsindex 2021, consulté le 22 octobre 2021: [Weltverfolgungsindex | Open Doors](#).

santé, au service public, ainsi qu'à des discriminations dans la recherche d'emploi et à une exclusion sociale découlant de leur stigmatisation.<sup>96</sup>

**Les personnes concernées par la vendetta, les « crimes d'honneur » et les litiges fonciers.** Les cas de vendetta résultent d'atteintes à l'honneur, de conflits fonciers, familiaux ou relationnels. Ils opposent des acteurs non étatiques, se caractérisent par une extrême brutalité et sont particulièrement répandus chez les Pachtounes dans les régions où l'État est peu ou pas présent. En mai 2020 dans la province de Badakhshan, un soldat a par exemple tué sa sœur qui avait refusé un mariage arrangé par sa famille.<sup>97</sup>

**Les personnes accusées d'un crime.** Sous l'ancien régime, les criminels réels ou présumés ne pouvaient pas compter sur un procès équitable, en raison de la corruption très répandue et du manque d'indépendance de la justice.<sup>98</sup> Sous le nouveau pouvoir, il faut notamment s'attendre à des peines draconiennes.<sup>99</sup>

### 3 La situation socio-économique et médicale

L'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres au monde. En août 2020, la *Banque mondiale* avait déjà attiré l'attention sur le fait que le taux de pauvreté très élevé de ce pays pourrait rapidement bondir de 54,5 à 72 pour cent.<sup>100</sup> En 2020, le *Bureau de coordination des affaires humanitaires* (OCHA) s'attendait à ce que 18,4 millions d'Afghan-e-s aient besoin d'une aide humanitaire. En décembre 2020, il prévoyait qu'ils seraient probablement 36,7 millions, soit 93 pour cent de la population, à devoir vivre avec moins de deux dollars par jour en 2021. Ces pronostics tiennent compte des répercussions sociales, économiques et sanitaires du Covid-19, des déplacements de population dus au conflit, de l'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la sous-alimentation, ainsi que de la dégradation des conditions générales. En 2021, 30,5 millions de personnes auront donc un besoin urgent d'aide.<sup>101</sup> Selon l'*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*, la sécheresse persistante de 2021 a en outre abouti à la pire récolte depuis 35 ans et par conséquent aggravé encore la situation.<sup>102</sup>

Sur le plan humanitaire aussi, la situation s'est dramatiquement aggravée, en raison de l'arrêt brutal de l'aide internationale qui a sanctionné la prise du pouvoir par les talibans. Les villes (qui représentent environ 25 pour cent de la population) sont très durement touchées par la crise économique, car de nombreux habitant-e-s gagnaient leur vie dans des secteurs financés par l'étranger. C'est notamment le cas des fonctionnaires du gouvernement, des militaires, des agent-e-s de police, du personnel des ONG nationales et internationales, mais aussi des employé-e-s des restaurants, des hôtels, des commerces, des universités privées, des maisons de mariage, des supermarchés et d'autres services dont la consommation implique un revenu financé par l'étranger. Mais les régions rurales ne sont pas épargnées à

<sup>96</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 41-42; EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 83-84.

<sup>97</sup> EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 89-90; USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 35.

<sup>98</sup> EASO, Country Guidance, décembre 2020, p. 91-92.

<sup>99</sup> Stern, Taliban wollen Hände abhacken und Menschen hinrichten, 24 septembre 2021.

<sup>100</sup> World Bank Blog, Mitigating the poverty implications of COVID-19 in Afghanistan, 16 août 2021: [Mitigating the poverty implications of COVID-19 in Afghanistan \(worldbank.org\)](https://www.worldbank.org/en/blog/2021/08/16/mitigating-the-poverty-implications-of-covid-19-in-afghanistan).

<sup>101</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p.10-13.

<sup>102</sup> Tages-Anzeiger, G-20-Gipfel zu Afghanistan – Hilfe, damit Kabul nicht kollabiert, 12 octobre 2021: [G-20-Gipfel zu Afghanistan – Hilfe, damit Kabul nicht kollabiert | Tages-Anzeiger \(tagesanzeiger.ch\)](https://www.tagesanzeiger.ch/afghanistan-gipfel-2021-hilfe-damit-kabul-nicht-kollabiert).

cause de la sécheresse, des mouvements de population et du désastre économique. La situation est particulièrement précaire dans le domaine des services publics qui bénéficiait jusqu'à présent du financement de la communauté internationale : le système éducatif et sanitaire est particulièrement menacé, de même que l'infrastructure rurale et urbaine.<sup>103</sup>

Quarante ans de guerre et de déplacements de population, ainsi que des catastrophes naturelles récurrentes ont rendu la population très vulnérable. Les gens disposent en effet de peu de ressources économiques et leur capacité à gérer les conflits en cours s'en ressent fortement. La pandémie de Covid-19 a aggravé les vulnérabilités existantes et érodé davantage encore les mécanismes d'adaptation. Les femmes et les enfants sont toujours frappés de façon disproportionnée dans presque tous les domaines.<sup>104</sup> Quelques semaines à peine après le retrait des troupes internationales, l'Afghanistan est au bord de la catastrophe humanitaire. Le 24 octobre 2021, le ministre suédois du Développement Per Olsson Fridh a averti : « Le pays est sur le point de s'effondrer et cela pourrait arriver plus vite que nous le pensons. »<sup>105</sup>

**Accès au travail.** L'arrêt de l'aide internationale à l'Afghanistan qui a accompagné le changement de pouvoir a entraîné de nombreux licenciements et donc un recul massif des prestations de service et des revenus. Selon l'AAN, le gouvernement Ghani employait quelque 420 000 fonctionnaires que les talibans ne peuvent pas rétribuer sans l'aide internationale. Il en va de même des plus de 300 000 anciens membres des ANDSF. Selon les données de la Banque mondiale, le secteur des services et la construction occupaient quant à eux 2,5 millions d'Afghan-e-s. L'arrivée au pouvoir des talibans a en outre provoqué une fuite massive des cerveaux, une part importante de l'élite instruite qui dirigeait des secteurs spécialisés de la politique gouvernementale et de l'administration ayant pris la fuite. De manière générale, une grande insécurité règne dans le monde du travail. Immédiatement après le changement de pouvoir, beaucoup de personnes ont ainsi eu peur de reprendre les affaires ou leur activité professionnelle. Le gouvernement taliban a surtout rappelé les hommes au travail ; les femmes ont été largement évincées du marché de l'emploi au prétexte que la situation sécuritaire était trop précaire, ce qui a provoqué un nouveau recul du nombre de travailleurs qualifiés. Cette perte aura des répercussions négatives à long terme en Afghanistan. Les talibans ont toutefois rappelé au travail le personnel de santé féminin.<sup>106</sup>

**Accès au logement et à l'électricité.** Selon EASO, la majorité de la population afghane vit dans des conditions de logement désastreuses et dispose de ressources financières très limitées. Le secteur formel du logement n'est pas en mesure de mettre à disposition de l'habitat à prix abordable pour le nombre toujours plus important de ménages pauvres et de ménages urbains à bas revenu. En zone urbaine, plus de 70 pour cent des appartements sont des logements informels inadéquats. Des centaines de milliers de rapatrié-e-s afghan-e-s se battent pour trouver un logement dans les villes où ils et elles aimeraient s'établir. En raison

---

<sup>103</sup> Welthungerhilfe, Hunger und Armut auf dem Vormarsch, 6 octobre 2021: [Afghanistan: Hunger und Armut auf dem Vormarsch - Welthungerhilfe](#); Deutsche Welle, Die Taliban und die Mädchenschulen, 22 septembre 2021; AAN, Afghanistan's looming economic catastrophe, 6 septembre 2021; AAN, The Moment in Between, 1<sup>er</sup> septembre 2021.

<sup>104</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 4, 13; Food and Agriculture Organisation of the UN (FAO), Seasonal Food Security Assessment (SFSA) 2020, 23 mai 2021: [Afghanistan: Seasonal Food Security Assessment \(SFSA\) 2020 Report - Afghanistan | ReliefWeb](#).

<sup>105</sup> SRF, Trotz Sanktionen gegen Taliban: USA setzen humanitäre Hilfe fort, 31 août 2021: [Lage in Afghanistan - Trotz Sanktionen gegen Taliban: USA setzen humanitäre Hilfe fort - News - SRF](#).

<sup>106</sup> AAN, Afghanistan's looming economic catastrophe, 6 septembre 2021; Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021; The Guardian, Taliban ban girls from secondary education, 17 septembre 2021: [Taliban ban girls from secondary education in Afghanistan | Afghanistan | The Guardian](#).

des combats persistants, de nombreuses maisons ont été détruites et n'offrent plus guère de protection contre la chaleur ou le froid. Le gouvernement afghan avait fait de la mise à disposition de logements abordables une priorité. Au cours des trois prochaines années, il comptait attribuer des « certificats d'occupation » à près d'un million de personnes dans les quartiers informels, afin de régulariser ces quartiers situés pour la plupart sur des terrains publics. Mais il n'avait que peu de moyens financiers à consacrer à ce projet.<sup>107</sup> À l'automne 2021, les talibans ont procédé, selon HRW, à des évacuations forcées dans les cinq provinces (Kandahar, Helmand, Uruzgan, Daikundi et Balkh) et chassé des milliers de personnes de leurs maisons et de leurs terres sans tenir compte des titres de propriété existants. Il s'agirait là d'une sorte de « punition collective » des personnes qui ont été liées à l'ancien gouvernement afghan, dont certains membres de l'ethnie des Hazaras. Les maisons, les appartements et les terrains auraient été remis à des « partisans des talibans ». Les expulsions ont eu lieu en plein pendant les récoltes et peu avant l'hiver.<sup>108</sup> À cause de la guerre, une partie des infrastructures assurant l'approvisionnement en eau et en électricité ont également été endommagées ou détruites.<sup>109</sup> Selon Thomas Ruttig, l'arrêt de l'aide internationale risque aussi de provoquer un effondrement de l'approvisionnement énergétique, car près de 70 pour cent de l'électricité consommée est fournie par le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Or, le gouvernement afghan n'a pas encore payé toutes les factures et croule sous les dettes.<sup>110</sup>

**Accès à l'eau potable et à la nourriture.** La sécurité alimentaire s'est nettement dégradée ces cinq dernières années. En novembre 2020, on dénombrait déjà 76 pour cent de personnes touchées par la précarité alimentaire.<sup>111</sup> D'après le *Programme alimentaire mondial*, début octobre 2021, 95 pour cent des ménages manquaient de nourriture en Afghanistan. Les femmes et les enfants sont particulièrement touchés. Il arrive souvent que des membres de la famille se privent de repas pour que les enfants aient un peu plus à manger ou au moins quelque chose dans leur assiette. Selon UNICEF, plus de 14 millions d'Afghan-e-s vivent dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. Au moins un million d'enfants vont probablement mourir de malnutrition sévère, si on ne les aide pas rapidement. Selon des estimations, 3,2 autres millions d'enfants de moins de cinq ans pourraient souffrir de malnutrition aiguë dès la fin 2021.<sup>112</sup> La terrible sécheresse de 2021, la pandémie de Covid-19 et finalement la suppression de l'aide internationale suite à l'arrivée au pouvoir des talibans ont aggravé la situation et fait flamber les prix de la nourriture, des médicaments, de l'électricité et d'autres biens de première nécessité. Beaucoup d'Afghan-e-s tentent maintenant de vendre ce qu'ils ou elles possèdent pour acheter de l'eau et de la nourriture. Entre-temps, quelques

---

<sup>107</sup> EASO, Key socio-economic indicators: Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, août 2020, p. 60: [2020\\_8\\_EASO\\_COI\\_AFG\\_Key\\_SocioEconomic\\_Indicators\\_Report\(europa.eu\)](#); Welthungerhilfe, Hunger und Armut auf dem Vormarsch, 6 octobre 2021.

<sup>108</sup> The Guardian, Taliban 'forcibly evicting' Hazaras and opponents in Afghanistan, 23 octobre 2021: [Taliban 'forcibly evicting' Hazaras and opponents in Afghanistan | Afghanistan | The Guardian](#).

<sup>109</sup> NZZ, Bürgerkrieg in Afghanistan: 2021 schon 550'000 Vertriebene, 15 août 2021: [Bürgerkrieg in Afghanistan: 2021 schon 550 000 Vertriebene \(nzz.ch\)](#).

<sup>110</sup> Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021.

<sup>111</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 81.

<sup>112</sup> Unicef, Afghanistan: Jedes zweite Kind von Mangelernährung bedroht, 5 octobre 2021.

familles auraient même vendu l'une de leurs filles.<sup>113</sup> OCHA estime à 73 pour cent la proportion de la population rurale n'ayant qu'un accès limité à l'eau potable, ainsi qu'aux services sanitaires et aux services d'hygiène.<sup>114</sup>

**Accès à l'éducation.** Dès 2020, la pandémie de Covid-19 a fortement perturbé le système éducatif. Selon OCHA, le décrochage scolaire touchait déjà 48 pour cent des garçons et 59 pour cent des filles avant la fermeture des écoles due au Covid-19. Cette mesure a eu pour effet de maintenir près de 10 millions d'enfants ont été absents de l'école pendant plus de six mois. La longue absence de l'école et l'accès restreint à l'enseignement à distance retransmis par la radio et la télévision, en particulier dans les régions rurales, a abouti à ce que beaucoup d'élèves se retrouvent sans aucun accès à l'éducation. Ces interruptions dans le cursus scolaire, jointes à la pénurie d'écoles et d'enseignant-e-s, ont de lourdes conséquences sur les capacités des enfants.<sup>115</sup> Aux restrictions liées au Covid-19 s'ajoutent d'autres facteurs qui les empêchent d'aller à l'école, notamment la pauvreté, les conditions de sécurité précaires, ainsi que le manque d'établissements scolaires et d'enseignant-e-s. Les mariages précoces et forcés, le manque de soutien de la famille, la pénurie d'enseignantes et l'absence d'écoles à proximité figurent parmi les principaux obstacles à l'éducation des filles.<sup>116</sup> Avec la prise de pouvoir des talibans, c'est surtout la situation de l'éducation des filles et des femmes qui s'est encore massivement détériorée. Dès le 5 septembre 2021, les talibans ont édicté des règles strictes pour les femmes dans les hautes écoles. Outre l'enseignement non mixte, les femmes ont l'obligation de porter le niqab.<sup>117</sup> Le 17 septembre 2021, les talibans ont rouvert les écoles, mais seulement pour les garçons. Dans un premier temps, les filles n'ont pas été mentionnées, mais un peu plus tard, il a été précisé qu'elles ne pourraient aller en classe que jusqu'en 6<sup>e</sup> année.<sup>118</sup> Le 21 septembre 2021, les talibans ont annoncé que l'enseignement scolaire serait bientôt réintroduit pour les filles à partir de la 7<sup>e</sup> année, sous de nouvelles règles. Aucune date précise n'a toutefois été mentionnée.<sup>119</sup> Tant que les filles ne pourront plus accéder à l'école secondaire, il est vain de leur promettre qu'on les laissera entrer à l'université et dans les hautes écoles. On constate une restriction dramatique de l'éventail et de la qualité des possibilités offertes aux filles et aux femmes.<sup>120</sup> Dans le nord du pays, les écoles supé-

---

<sup>113</sup> Foreign Policy, Taliban Make Afghan Crime Wave Even Worse, 29 octobre 2021.

<sup>114</sup> SRF, Warnungen vor Terroranschlägen am Flughafen Kabul, 25 août 2021; AAN, Afghanistan's looming economic catastrophe, 6 septembre 2021; Afghanistan Zhaghdablaï, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021; UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 102.

<sup>115</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 24, 40, 73.

<sup>116</sup> USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 37.

<sup>117</sup> Tagesanzeiger, Ticker zur Machtübernahme in Afghanistan: Taliban machen Verhüllung mit Niqab an Hochschulen zur Pflicht für Frauen, 6 septembre 2021: [Ticker zur Machtübernahme in Afghanistan – +++Taliban-Sprecher verkündet Übernahme des Panjshir-Tals +++ Taliban führen Niqab-Pflicht an Hochschulen ein | Tages-Anzeiger \(tagesanzeiger.ch\)](#).

<sup>118</sup> The Guardian, Taliban ban girls from secondary education, 17 septembre 2021: [Taliban ban girls from secondary education in Afghanistan | Afghanistan | The Guardian](#).

<sup>119</sup> SRF, Schulen in Afghanistan, 21 septembre 2021; FAZ, Taliban wollen zu UN-Vollversammlung, 22 septembre 2021; USDOS, 2020 Country Reports, 30 mars 2021, p. 23. Selon plusieurs rapports, les talibans ont autorisé le corps enseignant des régions placées sous leur contrôle à poursuivre les cours, en interdisant toutefois certaines branches qu'ils ont remplacées par des études islamiques ; d'autres ne proposaient que des cours de religion. Les talibans ont cependant restreint l'enseignement pour les filles, en particulier les filles pubères. Mais les pratiques variaient d'une région à l'autre.

<sup>120</sup> The Guardian, Taliban ban girls from secondary education, 17 septembre 2021: [Taliban ban girls from secondary education in Afghanistan | Afghanistan | The Guardian](#).

rieures pour filles ont toutefois pu rouvrir dès la mi-septembre 2021. D'entente avec les talibans, les œuvres d'entraide peuvent parfois aussi contourner quelques-unes des règles imposées dans leurs écoles.<sup>121</sup>

**Accès aux soins médicaux.** L'état de santé de la population afghane est fragilisé en raison d'un système de santé sous-développé et de conditions sanitaires désastreuses. Le système immunitaire d'une grande partie de la population est affaibli. L'accès limité à l'eau, aux installations sanitaires et à l'hygiène expose les gens à des maladies évitables comme la diarrhée qui a des effets particulièrement préjudiciables pour les enfants, surtout quand elle s'ajoute à la sous-alimentation. Les maladies infectieuses, la mauvaise santé des mères et des nouveau-nés, ainsi que la malnutrition et la sous-alimentation, entraînent toujours une forte mortalité. Des maladies transmissibles apparaissent de plus en plus souvent. La campagne de vaccination contre la polio a dû être interrompue entre février et août 2020 à cause du coronavirus, de sorte que 9,9 millions d'enfants n'ont pas pu être vaccinés. Au moins 53 nouveaux cas de polio ont été diagnostiqués en 2020.<sup>122</sup>

Depuis 2001, le système de santé afghan dépend presque entièrement du soutien financier de la communauté internationale. Or, celui-ci baisse continuellement depuis 2014. Ce recul a des répercussions négatives sur les soins médicaux et leur qualité. Dans un rapport publié début mai 2021, HRW attire ainsi l'attention sur le fait qu'en Afghanistan, les soins de santé pour les femmes et les filles sont bien en deçà des normes internationales. La forte diminution de l'aide internationale entraîne une rapide dégradation du système de santé afghan, de sorte que les femmes et les filles ont de plus en plus de peine à accéder à des soins médicaux.<sup>123</sup> Les conditions de sécurité précaires, la pénurie de personnel de santé féminin et les valeurs traditionnelles aggravent encore la situation, ce qui entraîne des décès qui auraient pu être évités.<sup>124</sup> La mortalité maternelle et la mortalité infantile restent très élevées.<sup>125</sup>

En raison du manque d'investissement dans les infrastructures, du conflit violent et de la pandémie de Covid-19, beaucoup d'Afghan-e-s n'ont plus la garantie de pouvoir accéder à temps à des structures de santé sûres et suffisamment équipées. Une grande partie de la population n'a de toute façon pas accès aux services de santé de base. Au cours des dix premiers mois de 2020, les établissements et le personnel de santé ont essuyé des attaques ciblées qui les ont obligés à fermer. Près de 1,2 million d'Afghan-e-s en ont fait les frais dans au moins 17 provinces. La pandémie de Covid-19 a surchargé encore davantage le système de santé déjà très affaibli, ce qui aura des conséquences en cascade sur la santé de la population à court et à long terme. Les possibilités de traitement et de soins psychologiques

---

<sup>121</sup> Deutsche Welle, Die Taliban und die Mädchenschulen, 22 septembre 2021; Afghanistan Zhaghdblai, Regierungsunfähige Sieger, 20 octobre 2021.

<sup>122</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 31; Friederike Stahlmann, Erfahrungen und Perspektiven abgeschobener Afghanen; Im Kontext aktueller politischer und wirtschaftlicher Entwicklungen Afghanistans, juin 2021, p. 55: [AFG Monitoring-Studie FINAL.pdf \(diakonien.de\)](#).

<sup>123</sup> Human Rights Watch (HRW), «I Would Like Four Kids – If We Stay Alive» - Women's Access to Health Care in Afghanistan, mai 2021, p. 3: [afghanistan0421\\_reportcover\\_8.5x11 \(hrw.org\)](#); HRW, Weniger Gelder behindern medizinische Versorgung für Frauen, 6 mai 2021: [Afghanistan: Weniger Gelder behindern medizinische Versorgung für Frauen | Human Rights Watch \(hrw.org\)](#).

<sup>124</sup> EASO, Key socio-economic indicators, août 2020, p. 56.

<sup>125</sup> HRW, Weniger Gelder behindern medizinische Versorgung für Frauen, 6 mai 2021.

sont pratiquement inexistantes, alors qu'une partie significative de la population en aurait un besoin urgent.<sup>126</sup>

L'arrêt de l'aide internationale suite à la prise de pouvoir par les talibans a déjà eu des répercussions dramatiques sur le système de santé afghan. De nombreux établissements de santé manquent de matériel, d'argent pour payer les salaires et de personnel soignant féminin, car de nombreuses femmes n'osent plus aller travailler. Le 28 août 2021, les talibans ont appelé les femmes actives dans le secteur de la santé à reprendre le travail. Il faut partir du principe que les femmes et les filles verront à nouveau leur accès aux soins médicaux se détériorer de manière dramatique sous le nouveau régime.<sup>127</sup>

L'Afghanistan figure parmi les pays qui n'ont pas suffisamment accès aux vaccins. Selon des rapports, les talibans s'intéressent toutefois à participer à la campagne de vaccination. À la mi-septembre 2021, neuf des 37 cliniques destinées aux patient-e-s atteint-e-s du Covid-19 avaient déjà dû fermer, faute de soutien.<sup>128</sup> L'OMS constate depuis le mois d'août une forte diminution du nombre de tests et de vaccinations contre le Covid 19 en Afghanistan. Des milliers d'employé-e-s du système de santé n'ont plus reçu de salaire depuis des mois.<sup>129</sup>

## 4 Retour

Fin décembre 2020, 780 000 réfugié-e-s afghan-e-s étaient enregistré-e-s en Iran et 1 448 100 au Pakistan. Malgré la situation extrêmement difficile, près d'un million de personnes en provenance de l'Iran et du Pakistan voisins sont retournées en Afghanistan en 2021. Fin décembre 2020, on dénombrait en outre 2 888 600 personnes déplacées en Afghanistan. En raison des violents combats, de l'avancée rapide des talibans et de l'extrême sécheresse, 630 000 personnes déplacées s'y sont ajoutées à la mi-août 2021.<sup>130</sup> Le nombre d'Afghan-e-s de retour du Pakistan et d'Iran a bondi à 824 000 en 2020, surtout au printemps, à cause des sanctions infligées en Iran et de la restriction des moyens de subsistance qui en a découlé, mais aussi en raison de la pandémie de Covid-19. Des sondages ont révélé que la pandémie de Covid-19 et les restrictions qui en ont découlé avaient obligé 78 pour cent des personnes interrogées à quitter l'endroit où elles séjournent à l'étranger, parce qu'elles

<sup>126</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 30-31; EASO, Key socio-economic indicators, août 2020, p. 48; Friederike Stahlmann, Erfahrungen und Perspektiven, juin 2021, p. 54-55.

<sup>127</sup> Bluewin, WHO sieht Gesundheitssystem in Afghanistan vor dem Kollaps, 22 septembre 2021: [WHO sieht Gesundheitssystem in Afghanistan vor dem Kollaps \(bluewin.ch\)](#); SRF, Taliban rufen weibliches Gesundheitspersonal zur Arbeit, 28 août 2021: [Ticker zur Machtübernahme in Afghanistan – +++ USA greifen IS-Ableger an +++ Taliban rufen weibliches Gesundheitspersonal zur Arbeit | Tages-Anzeiger \(tagesanzeiger.ch\)](#); HRW, «I Would Like Four Kids – If We Stay Alive», mai 2021, p. 46-48.

<sup>128</sup> Afghanistan Analysts Network (AAN), Covid-19 in Afghanistan (9): Into the third wave, 11 juin 2021: [Covid-19 in Afghanistan \(9\): Into the third wave - Afghanistan Analysts Network - English \(afghanistan-analysts.org\)](#); Bluewin, WHO sieht Gesundheitssystem in Afghanistan vor dem Kollaps, 22 septembre 2021.

<sup>129</sup> ORF / WHO: 1,6 Mio. Impfdosen in Afghanistan laufen ab, 6 octobre 2021: [WHO: 1,6 Mio. Impfdosen in Afghanistan laufen ab - news.ORF.at](#); Friederike Stahlmann, Erfahrungen und Perspektiven, juin 2021, p. 55. En raison du manque de tests et d'enregistrement systématique des cas, il n'y a pas de chiffres fiables sur les infections et les décès liés au coronavirus. Selon une étude menée en juillet 2020, environ un tiers de la population nationale et près de la moitié des habitant.e.s de Kaboul présentaient des anticorps.

<sup>130</sup> UNHCR, Gewalt in Afghanistan eskaliert, 10 août 2021: [Gewalt in Afghanistan eskaliert – UNHCR Deutschland](#); UNHCR, Afghanistan Situation External Update, 15 octobre 2021; [Document - Afghanistan Situation External Update - 15 October 2021 \(unhcr.org\)](#).

risquaient d'être chassées, que les agents de sécurité ou les autorités civiles exerçaient des pressions, qu'elles n'étaient pas acceptées ou qu'elles n'avaient aucun moyen de subsistance.<sup>131</sup>

**Situation des personnes rapatriées.** La situation des personnes rapatriées s'est encore considérablement détériorée en 2021, de même que les conditions de vie générales en Afghanistan. Selon OCHA, ces personnes ont absolument toutes eu besoin d'une aide humanitaire pendant le second semestre 2020. Nombre d'entre elles réintègrent leurs communautés affectées par les conflits et des menaces chroniques. La perte des transferts d'argent, des possibilités de gagner leur vie sur place et des réseaux de soutien familial contribue à les fragiliser. L'absence de documents représente en particulier un énorme défi, car les personnes rapatriées et les personnes déplacées se trouvent dès lors dans l'impossibilité de prouver leur droit au logement, au terrain et à la propriété, ce qui complique encore l'accès aux prestations limitées de l'État.<sup>132</sup> Beaucoup ne peuvent pas regagner leur province d'origine et se retrouvent donc de facto déplacées à l'intérieur de leur pays, ce qui les expose au risque d'être à nouveau chassées et les oblige souvent à vivre dans des quartiers informels. Trente-huit pour cent des personnes récemment revenues au pays avouent vivre dans un quartier sans autorisation officielle. Dans les près de 1 150 quartiers informels, les conditions de logement se caractérisent par la promiscuité, le manque d'eau, d'installations sanitaires et d'hygiène, l'accès limité aux services de santé et d'éducation et la précarité des possibilités d'emploi. Environ 65 pour cent des habitant-e-s des quartiers informels de Kaboul sont des travailleurs-euses non qualifié-e-s. Selon OCHA, plus de 60 pour cent des personnes rapatriées ont besoin d'abris d'urgence et de biens non alimentaires.<sup>133</sup>

Jusqu'à l'arrivée au pouvoir des talibans, les personnes rapatriées étaient exposées à des persécutions, parce qu'elles étaient accusées, à tort ou à raison, d'avoir brisé des normes, commis des délits, de s'être « occidentalisées » et d'avoir renié leur foi pendant leur exil. Le fait qu'elles ont souvent encore des dettes à payer en lien avec leur fuite à l'étranger et qu'elles sont soupçonnées d'avoir amassé beaucoup d'argent accroît également le risque d'agressions.<sup>134</sup> Ce potentiel de menace devrait persister sous le nouveau régime.

**Situation des personnes déplacées.** Selon OCHA, le conflit et la sécheresse ont contraint 681 332 Afghan-e-s à fuir leurs villages entre le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et le 20 septembre 2021. Il s'agit à 80 pour cent de femmes et d'enfants. Trente-trois des trente-quatre provinces ont été le théâtre de déplacements de population,<sup>135</sup> en particulier celles de Bamyân, Kunduz et Badghis. La plupart des personnes déplacées ont trouvé refuge dans leur province d'origine.<sup>136</sup> Comme les organisations humanitaires n'ont qu'un accès limité au pays, elles ne peuvent pas prendre pleinement la mesure des déplacements de population. La plupart des personnes déplacées louent ou squattent des logements précaires dans des quartiers informels sur des parcelles privées en périphérie des grandes villes. Le caractère incertain des rapports de propriété limite les investissements dans le logement et les infrastructures, ce

---

<sup>131</sup> Danish Immigration Service, Afghanistan Recent developments, septembre 2021. p. 17, 21.

<sup>132</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 13-15.

<sup>133</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 16-17, 77-78.

<sup>134</sup> Friederike Stahlmann, Erfahrungen und Perspektiven, juin 2021, p. 3.

<sup>135</sup> UNOCHA, Afghanistan: Conflict Induced Displacements (as of 31 October 2021) – Actual displacements between 1 January 2021 and 20 September 2021, consulté le 31 octobre 2021: [Internal Displacement due to Conflict | HumanitarianResponse](#).

<sup>136</sup> Danish Immigration Service, Afghanistan Recent developments, septembre 2021. p. 15.

qui expose les habitant-e-s à de longues périodes de privation et de vulnérabilité. Les conditions de vie des personnes déplacées se caractérisent par la pénurie de logement, l'insécurité alimentaire, un accès insuffisant aux installations sanitaires et aux établissements de santé, l'absence de protection contre les agressions et des mécanismes d'adaptation épuisés.<sup>137</sup>

La hausse des prix des denrées alimentaires depuis le début de la pandémie aggrave encore la situation et oblige de nombreuses familles à recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs. Au moins 78 pour cent des personnes déplacées ont impérativement besoin d'un logement, de biens de subsistance et d'argent liquide pour satisfaire les besoins de base.<sup>138</sup> Les femmes déplacées et celles de retour de l'étranger sont particulièrement souvent exposées à des dangers et n'ont aucune protection.<sup>139</sup> Les enfants sont aussi particulièrement menacés, à cause des mécanismes d'adaptation négatifs tels que le travail des enfants. Parmi les personnes déplacées ou de retour de l'étranger, le taux de scolarisation étaient encore plus bas que dans le reste de la population : 55 % des garçons en âge d'aller à l'école et 67 % des filles ne pouvaient pas aller à l'école.<sup>140</sup>

**Kaboul.** Entre le début de l'année 2021 et la mi-août, au moins 120 000 Afghan-e-s ont fui les régions rurales et les villes de province pour se réfugier dans la province de Kaboul, dont 20 000 rien qu'entre le début du mois de juillet et la mi-août 2021.<sup>141</sup> Les habitant-e-s des provinces septentrionales de Kunduz, Baghlan, Takhar et Badakhshan ont été particulièrement nombreux-euses à se réfugier à Kaboul.<sup>142</sup> Le fait qu'un si grand nombre de personnes à bout de forces affluent en si peu de temps dans une ville déjà confrontée à une possible faillite des services publics risque d'accélérer l'effondrement du système de santé publique surchargé par la pandémie de Covid 19. Cet arrivage massif suscite aussi des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire. Il pourrait en outre raviver les tensions que le conflit et la sécheresse persistante créent entre les habitant-e-s de la capitale et les personnes déplacées. La hausse du chômage, les prix élevés, la peur de la pandémie de Covid-19 et les perspectives d'avenir très incertaines découlant du changement de pouvoir accablent encore davantage la population.<sup>143</sup>

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

<sup>137</sup> UNOCHA, Afghanistan: Conflict Induced Displacements, consulté le 31 octobre 2021; UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 21.

<sup>138</sup> UNHCR, Afghanistan Situation Emergency Update 1 septembre 2021, septembre 2021: [Afghanistan Situation Emergency Update 1 septembre 2021.pdf \(unhcr.org\)](#); Welthungerhilfe, Hunger und Armut auf dem Vormarsch, 6 octobre 2021: [Afghanistan: Hunger und Armut auf dem Vormarsch - Welthungerhilfe](#); UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 77-78.

<sup>139</sup> UNAMA, Annual Report 2020, février 2021, p. 29.

<sup>140</sup> UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview, 21 décembre 2020, p. 24, 40, 73.

<sup>141</sup> UNHCR, External Update: Afghanistan Situation #2, 16 août 2021: [Document - Afghanistan Situation External Update - 16 août 2021 \(unhcr.org\)](#).

<sup>142</sup> Danish Immigration Service, Afghanistan Recent developments, septembre 2021. p. 15.

<sup>143</sup> AAN, Is This How It Ends?, 15 août 2021.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Afghanistan ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous [www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine](http://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine).

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter](http://www.osar.ch/sabonner-a-la-newsletter).